

**Quand les mouvements sociaux changent le politique.
Le cas du mouvement étudiant de 2012 au Québec**

Pascale Dufour, Département de science politique, Université de Montréal
Louis-Philippe Savoie, Département de science politique, Université de Montréal

Communication présentée dans le Cadre du Congrès de l'Association canadienne de science
politique

Victoria, juin 2013

VERSION PRÉLIMINAIRE – NE PAS CITER SANS LE CONSENTEMENT DES AUTEURS

La littérature sur les mouvements sociaux pose l'existence d'un continuum de la participation politique. Différents lieux de participation plus ou moins spécialisés et plus ou moins accessibles existent, la rue et le parlement en sont, les tribunaux également. L'utilisation de ces lieux particuliers définit des formes différentes d'action politique : par exemple la manifestation pour la rue, la participation aux élections pour le parlement ou le procès pour le recours aux tribunaux. En sociologie des mouvements sociaux, les chercheurs sont unanimes à reconnaître la complexité des liens entre les différentes formes de participation politique. On ne peut plus se contenter d'une opposition simpliste entre politique de la rue et politique des urnes ou entre politique protestataire et politique institutionnelle. Non seulement ces formes d'action ne sont pas exclusives les unes des autres, mais elles peuvent être utilisées simultanément ou séquentiellement. De ce point de vue, la question de leur articulation devient un enjeu important de la science politique. De manière dominante, les approches des mouvements sociaux ont tenté de montrer comment les contextes institutionnels et politiques avaient une influence sur la forme, le contenu, la durée et l'efficacité des mobilisations. Dans cet article, nous proposons de renverser la perspective et de voir comment un mouvement social, le mouvement étudiant du Québec de 2012, a modifié (ou non) le politique.

Nous proposons d'analyser les articulations entre des actions protestataires (les mobilisations qui se sont étalées de février à août 2012) et une action institutionnelle (l'élection provinciale du 4 septembre 2012), au plan des principales organisations étudiantes impliquées et au plan individuel des militants étudiants. Quels sont les liens créés durant le conflit entre les différents acteurs collectifs concernés (dans et hors les institutions) ? Que savons-nous des cheminements militants entre les différentes modalités de l'action politique durant ce laps de temps ? Il ne s'agit pas d'une étude longitudinale (nous ne disposons pas d'assez de recul), mais d'une plongée au cœur d'un moment politique exceptionnel.

Nous montrons que le mouvement du printemps 2012 a changé le politique de deux manières :

- 1) en faisant exister un clivage politique dans l'espace public qui a modifié le rapport de forces entre les acteurs et obligé les organisations à se positionner et à repenser leurs alliances et actions sur le moment mais aussi à moyen terme ;
- 2) par le biais des expériences des mobilisations des militants des différents lieux du politique (et leur circulation à l'intérieur et entre ces lieux), ce mouvement a modifié les articulations « usuelles » entre la politique institutionnelle et la politique protestataire. Cette question est d'autant plus intéressante qu'elle concerne principalement une population jeunes, étudiantes, et donc en pleine « formation politique ».

Partie I- Des liens méconnus entre politique partisane et politique de la rue

La recherche récente sur les mouvements sociaux a très largement et presque unanimement remis en cause l'opposition entre les actions politiques protestataires (comme le fait de participer à une manifestation) et les actions politiques institutionnelles (comme le fait de voter). Goldstone (2004) démontre éloquemment qu'action protestataire et institutionnalisée vont

de pair, tant chez les individus, dans les organisations que dans les sociétés en général. L'auteur constate que les groupes sociaux en régime démocratique tendent à alterner entre des modes d'action protestataire et institutionnalisés (comme les élections ou le vote) (p. 341-2). Ce constat n'est pas nouveau, dès le 19^e siècle de multiples liens ont été documentés entre ces différentes formes d'action (Burstein, 1999) : les groupes et les partis politiques peuvent développer des relations d'interdépendance, en particulier au niveau des tactiques politiques (Kriesi et al, 1995) ; les individus circulent entre les organisations et les actions (Epstein 1996 ; Dalton, 1991) ; certains mouvements sociaux se transforment en parti politique (Kitschelt, 1989 ; Miragliotta, 2012). Bref, on ne peut réduire la relation entre mobilisation et élection à une division entre dedans et dehors ou *insiders* et *outsiders*. Goldstone (2004) en conclut que l'analyse des dynamiques relationnelles entre les différents acteurs impliqués dans, autour et à côté d'une mobilisation est une nécessité qui vient supplanter l'analyse plus statique de la structure des opportunités politiques.

Les désaccords surviennent, dans la littérature, non pas sur le constat de l'existence de ce continuum d'action politique, mais plutôt sur son mode de fonctionnement. Pourquoi les acteurs collectifs font ce qu'ils font ? Et quels sont les effets de ces différentes formes d'action ?

McAdam et Tarrow (2010) proposent d'examiner les interactions entre élections et mouvements sociaux en repérant 6 mécanismes possibles: l'innovation (les mouvements créent de nouvelles formes d'action collective qui peuvent influencer les campagnes électorales tant sur les contenus que sur les contenants) ; l'incorporation dans le jeu institutionnel (de la transformation des mouvements en partis politiques à la création de coalitions électorales) ; à l'inverse, la création d'un mouvement à partir de la polarisation interne d'un parti ; la mobilisation proactive durant les campagnes électorales ou la mobilisation réactive, après une campagne électorale ; les changements des partis au pouvoir et leur influence sur les phases de mobilisation-démobilisation. Cette catégorisation, basée sur l'analyse de deux cas, est instructive mais limitée : il y a fort à parier que les liens entre mouvements sociaux et élections ne se limitent pas à ces 6 mécanismes. De plus elle mélange deux éléments qui ont besoin d'être séparés analytiquement : les acteurs et les arènes d'action. Il est vrai que les partis politiques sont les principaux acteurs des élections. Ceci dit, ils peuvent aussi être présents à d'autres moments politiques, et en particulier dans des actions de contestation. Il en est de même pour les organisations de mouvement social qui peuvent être à la fois actives à la table des négociations avec l'État et choisir l'action directe dans la rue. Pour bien comprendre ce qui est en jeu dans ces interactions entre formes d'action politique, il est nécessaire de distinguer l'acteur du lieu où se déroule l'action. Par ailleurs, cette catégorisation demeure relativement statique dans la mesure où elle ne permet pas de savoir comment et pourquoi ces mécanismes se combinent (s'ils se combinent), ni quelles sont les conditions nécessaires à leur réalisation. Notamment, on peut raisonnablement supposer que certains contextes extraordinaires, comme une mobilisation sociale d'envergure, crée (ou contraint) de nouvelles opportunités d'alliances et modifient –chemin faisant- le rapport de ces acteurs aux différentes actions. Autrement dit, il n'y a pas de réponse simple à la question de l'ordonnement des actions politiques multiples et à la compréhension de leurs articulations. Comme les travaux sur les répertoires tactiques l'ont montré, la question des ressources (Fillieule, 2010), la question de la spatialité (Auyero, 2005 ; Bayat, 1997) ; la question de la mémoire collective et des sens données aux formes d'action (Taylor, 2007 ; Jasper,

1997) ; la question du choix du répertoire initial et son effet de dépendance au sentier (Siméant, 1998) sont des éléments qui interviennent directement dans l'explication.

Dans cet article, nous proposons de démêler les articulations construites pendant le printemps québécois entre les mobilisations et le processus électoral, autant au niveau des discours des principales organisations étudiantes que des actions collectives posées qu'au niveau des expériences militantes. La section suivante présente comment la littérature à traiter ces liens au plan individuel, et en particulier pour les jeunes (puisque les étudiants sont majoritairement inclus dans la catégorie jeunes).

Le vote et la manifestation chez les jeunes : un cercle vertueux ?

Les travaux d'Anne Muxel (2001, 2010) ont permis d'identifier la jeunesse comme un temps particulièrement complexe de socialisation politique. Entre la socialisation héritée du milieu familial, les réseaux sociaux dans lesquels les jeunes évoluent et la conjoncture politique spécifique qui marque le passage à l'âge adulte, les effets sur le rapport au politique des jeunes ne sont pas monodirectionnels. Pour Muxel (2001), qui a réalisé une étude longitudinale auprès de jeunes Français entre 1986 (moment d'un fort conflit étudiant) et 1997, « une expérience politique collective concrète, au sein de laquelle (...) les jeunes étaient concernés au premier chef et acteurs à part entière, renforce donc non seulement une propension à renouveler cette expérience, mais aussi le désir de s'engager dans un mouvement politique ou de participer à l'élection » (p. 140). Autrement dit, l'engagement politique protestataire de 1986 aurait eu un effet positif sur l'engagement politique ultérieur, qu'il soit protestataire ou non.

Elle montre en 2010 que les jeunes qui manifestent sont aussi plus à gauche, plus intéressés par la politique et votent davantage. Il semble que « le recours à la manifestation ne se substitue pas au vote, mais vient en complément, voire en appui de celui-ci » (Muxel, 2010 : 170). Au-delà des moments exceptionnels, comme lors d'un conflit social d'envergure, le lien entre le fait de « voter avec ses pieds » (Fillieule et Tartotowsky, 2008) et de déposer un bulletin dans une urne se confirme plus généralement, pour les jeunes, mais aussi pour les autres catégories d'âge. C'est ce qu'on peut confirmer en utilisant les données de l'enquête sociale générale de Statistique Canada : les gens qui ont manifesté rapportaient avoir voté à 84,4%, contre 78,7% pour les non-manifestants. La littérature suggère que les manifestants sont plus intéressés par la politique, plus informés, ont une meilleure perception de leur capacité de changer les choses politiquement, sont davantage à gauche du spectre politique et sont plus souvent enregistrés pour voter (Schussman et Soule 2005). La relation se vérifie aussi à l'échelle européenne. En 2012, à partir des données de l'étude EUROPART, composé de *focus groups* et de questionnaires auprès de 8030 répondants âgés de 15-25 ans, Spannring (2012) trace les contours de l'engagement politique des jeunes européens. Elle montre que l'implication dans les ONG, dans les mouvements sociaux, dans les manifestations et dans les actions de boycottage sont plus fréquents que l'engagement partisan ou syndical (p.41-42). Toutefois, toutes les formes d'engagement sont corrélées entre elles : un jeune qui s'implique dans une ONG a plus de chance de voter, par exemple.

Le milieu de vie semble aussi avoir une influence sur la politisation. En France, les jeunes qui fréquentent l'université y apprennent aussi les rouages de la vie en société, dont la pratique du vote (Le Bart et Merle 1997). Les jeunes étudiants sont aussi davantage politisés à gauche et plus

impliqués (Muxel 2010). À l'inverse, les jeunes qui s'insèrent directement sur la marché du travail ont tendance à s'identifier plus à droite et à s'isoler (Muxel 2010), mais aussi à s'abstenir de voter, ne serait que temporairement, le temps de passer à une situation d'emploi et de vie plus stable.

Ceci dit, cette corrélation statistique ne nous permet pas de comprendre comment les liens se tissent entre les différentes actions politiques ni comment ces différentes actions s'articulent avec les trajectoires des individus (y-a-t-il une séquence spécifique entre les différentes actions ou au contraire sont-elles simultanées ? est-ce qu'elles se renforcent mutuellement ou non ?). Par ailleurs, les « jeunes » ne sont pas une catégorie sociale homogène et des attitudes distinctes ont été notés pour certaines catégories de jeunes (comme les jeunes non-diplômés dans l'étude de Giugni et Lorenzini, 2013 : les sans-emploi en particulier risquent davantage de se sentir exclus politiquement). De même, toutes les actions protestataires ne s'équivalent pas. L'étude de Van Aelst et Walgrave (2001) montre que les mobilisations du type « émotionnelles » ne mobilisent pas le même bassin de militants que les autres mobilisations, vu que les manifestants sont mobilisés par le biais des médias en réaction à un événement spécifique, sans lien avec des organisations préexistantes. On peut supposer que des articulations différentes existent suivant que l'action protestataire soit une manifestation ou une occupation d'un espace public, comme avec le mouvement Occupy ou les Indignés Espagnols. Enfin, certaines combinaisons de pratiques peuvent apparaître contre-intuitives, comme le montre Luck (2008) pour les activistes de la gauche libertaire, qui votent en très grande proportion et en même temps dévalorisent fortement la démocratie représentative comme système politique.

Autrement dit, au-delà du constat partagé qui remet en cause l'opposition entre la manifestation et le vote, il reste beaucoup à apprendre et comprendre pour préciser les différentes modalités des articulations entre différentes formes d'action politique.

C'est ce que cet article se propose de faire à partir de l'analyse des mobilisations étudiantes de 2012 au Québec. La section suivante présente le cadre d'analyse et le terrain de recherche.

Pour mieux comprendre les articulations du continuum de la participation : penser les arènes en-dehors des acteurs

Afin de penser l'action politique dans sa complexité, il est nécessaire de distinguer, sur le plan analytique, les lieux de la contestation et les acteurs qui y évoluent (Dufour, 2009).

Une arène, telle que définit par Neveu (2000 : 16) est un système organisé d'institutions de procédures et d'acteurs au sein de laquelle les forces sociales peuvent être entendues et utiliser les ressources pour obtenir les réponses aux revendications formulées. Dans la période qui nous préoccupe, trois grandes arènes ont été investies par les acteurs : l'arène électorale (là où les élections ont lieu); l'arène des conflits sociaux (où se déroulent les mobilisations) et l'arène judiciaire (où s'est déroulée une autre portion de la contestation). Par ailleurs, les acteurs collectifs et individuels peuvent investir simultanément ou de manière séquentielle ces arènes. L'enjeu analytique étant, d'une part, de répertorier ces déplacements et d'autre part, d'en comprendre les ressorts. Ainsi, l'objectif central de cet article est de retracer les va et vient à ces différents pôles durant le conflit étudiant et de comprendre comment et pourquoi ces dynamiques

se sont produites. Nous avons retenu deux niveaux d'analyse : les organisations (les 3 principales associations étudiantes (FECQ, FEUQ, CLASSE) et les militants étudiants.

Nos données sont de deux ordres : qualitatives (entrevues avec les portes-paroles des 3 principales associations étudiantes durant le conflit ; 9 entrevues avec des militants principalement recrutés à l'Université de Montréal) et quantitatives (sondage réalisé auprès de la population étudiante de l'Université McGill, de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec à Montréal – voir le détail méthodologique concernant le sondage dans la section 4). Nous avons aussi utilisé, pour l'analyse des institutions d'enseignement en grève, des données fournies par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui a maintenu jusqu'au début du mois d'avril une base de données comprenant l'ensemble des associations étudiantes en grève. Nous avons ensuite contre-vérifié ces données à l'aide de diverses ressources (sites web des associations étudiantes, le site www.greve2012.org ainsi que certains journaux régionaux).

Les militants recrutés présentent des profils diversifiés. Cinq répondants ont 21 ans ou moins, trois se situent entre 22 et 26 ans et un est plus âgé, 36 ans. Six répondants sont des hommes, trois sont des femmes. Cinq répondants étaient inscrits au cégep durant le conflit étudiant et quatre étaient inscrits à l'université. Tous les répondants sauf un ont vécu la grève à Montréal. Finalement, tous nos répondants sauf deux ont voté : des deux qui n'ont pas voté, un l'a fait par choix et l'autre parce qu'il n'avait pas la citoyenneté canadienne.

Partie II – Un script exceptionnel : scénario et acteurs du conflit du printemps 2012

La première section revient sur les principaux événements qui ont marqué ces 6 mois de mobilisation. Puis, nous présentons brièvement les acteurs collectifs qui ont joué à l'avant-scène de ce conflit : la FECQ, la FEUQ, la CLASSE et les différentes formations politiques québécoises.

La construction d'un clivage politique temporaire

En mars 2010, dans son plan budgétaire, le gouvernement Charest annonce son intention de hausser les frais de scolarité universitaires et de convoquer une « rencontre des partenaires en éducation » (Ministère des finances, 2010 : 27). La rencontre se tient à Québec en décembre 2010 et réunit les représentants des administrations universitaires, les représentants du milieu des affaires, les représentants du milieu syndical et les représentants du milieu étudiant (sauf l'ASSÉ, qui la boycotte). Elle ne dure qu'une demi-journée : vers 14h, les centrales syndicales et les associations étudiantes quittent les lieux, refusant le menu des discussions imposé par le gouvernement (Le Devoir, 7 décembre 2010).

Le 17 mars 2011, le gouvernement du Québec annonce les modalités de la hausse qui entrera en vigueur à l'automne 2011 (Ministère des Finances 2011). Il s'agit d'une hausse de 75% (soit 1625\$), sur 5 ans. L'objectif est de rattraper le niveau des frais de scolarité, après indexation, de 1968, première année de gel. Cette décision, qui devait entrer en vigueur en septembre 2012, a déclenché un mouvement de contestation qu'il est difficile de ne pas qualifier d'historique, aux vues de son ampleur, de sa durée et de son intensité.

Plusieurs mobilisations contre la politique gouvernementale ont précédé la mobilisation étudiante, mais l'histoire étudiante du printemps 2012 commence avec la manifestation conjointe des 4 principales fédérations étudiantes (FECQ, FEUQ, ASSÉ, TaCEQ) du 10 novembre 2011, regroupant près de 30 000 étudiants. Suite à cette mobilisation, l'ASSÉ fonde une coalition: la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale élargie (CLASSE). Elle représente environ la moitié des étudiants en grève. La rumeur d'une grève au printemps prend forme. Le 13 février 2012, les premières associations votent une grève générale illimitée (Presse Canadienne, 31 mai 2012) et elles seront suivies par des centaines d'autres. Le 22 mars, alors que 300 000 étudiants sont en grève à travers le Québec (pour cette journée), une des manifestations les plus importantes de l'histoire de Montréal se déroule dans le centre-ville où 200 000 personnes défilent (La Presse canadienne, 22 mars 2012). Au fil des mois, la mobilisation étudiante a certes diminué en termes de nombre de grévistes (en grève générale illimitée), mais à partir de mars, le nombre de grévistes demeure stable, oscillant entre 150 000 et 200 000 étudiants jusqu'en mai 2012.

De son côté, le gouvernement n'a pas répondu à la grève avant le 29 mars, date où il manifeste son intérêt à discuter de gestion des universités, mais pas des frais de scolarité (Tommy Chouinard, 29 mars 2012). Le 5 avril (Gouvernement du Québec, 5 avril 2013), il annonce une augmentation des niveaux de prêts pour les étudiants qui bénéficient d'une contribution parentale et la mise en place éventuelle d'un système de remboursement de la dette publique étudiante qui serait proportionnel au revenu. Elle sera refusée par les associations étudiantes qui veulent discuter de la hausse des frais de scolarité et demandent un gel à hauteur de 2012. Mi-avril, le gouvernement propose d'ouvrir des négociations sur la création d'une commission contrôlant la gestion des universités, en excluant la CLASSE des négociations : son inclusion est rejetée sous prétexte que l'association ne rejette pas clairement la violence (Allard, 17 avril 2012). Les représentants étudiants refusent. Après presque deux mois de grève, le gouvernement accepte de rencontrer les associations étudiantes pour discuter du financement des universités (mais annonce son intention de ne pas négocier sur la question des frais), après que la CLASSE ait condamné la violence physique (Bélaïr-Cirino, 23 avril 2012). Les discussions sont rompues dès le deuxième jour. Le gouvernement décide d'exclure la CLASSE de la table des négociations, arguant d'actes de violence commis lors d'une manifestation la veille ; la FEUQ annonce qu'elle inclura la CLASSE dans sa délégation, ce que le gouvernement du Québec refuse (Breton et Chouinard, 25 avril 2012).

À partir du 25 avril, des manifestations de soir regroupent quotidiennement des milliers de personnes. Le 27 avril, une troisième annonce (Gouvernement du Québec, 25 avril 2012) est faite par le gouvernement : il ajoute aux deux annonces précédente un rehaussement du seuil de contribution parentale, financé par une réduction du crédit d'impôt pour frais de scolarité et d'examens, et un étalement de la hausse sur 7 ans (254\$ par an sur 7 ans plutôt que 325\$ par an sur 5 ans, soit un total de 1778\$ plutôt que 1625\$).

Une très grande colère s'installe parmi les militants grévistes et des dérapages sont à craindre avec les forces de l'ordre : notons entre autres la manifestation du 4 mai, lors du congrès libéral tenu à Victoriaville, qui a viré à l'affrontement et où plusieurs étudiants et policiers sont d'ailleurs blessés. Ce même jour, le Premier ministre convoque finalement une rencontre entre tous les partenaires impliqués (incluant les quatre associations étudiantes, les centrales syndicales

et les recteurs). Une entente de principe est signée au bout de 20 heures de négociations (Chouinard, 7 mai 2012) et sera rejetée par les membres des associations étudiantes. Elle prévoyait de maintenir la hausse des frais de scolarité, mais de réduire les frais afférents en autant que des économies puissent être dégagées dans la gestion universitaire. Elle prévoyait aussi de différer d'un trimestre la hausse des frais de scolarité, en reportant l'équivalent d'un trimestre de hausse au trimestre suivant.

Au mois de mai, le conflit se durcit : les relations avec les forces de l'ordre sont de plus en plus tendues ; la vie sur les campus universitaires se déroule dans une ambiance chaotique. Quotidiennement, les partisans de la grève et de l'action collective affrontent ceux qui soutiennent un retour à la normale et la reprise des cours. De plus en plus, les tribunaux sont le lieu du conflit en cours, suite à la première injonction accordée à Laurent Proulx (Radio-Canada, 4 avril 2012). Ainsi, à la différence des autres conflits étudiants des dernières années, celui-ci a été marqué par la présence d'un « mouvement des étudiants socialement responsables », opposés à la grève et en faveur de la hausse et proche des cercles libéraux. Peu organisés sur le plan collectif, ces étudiants ont eu recours aux tribunaux, faisant jouer leur droit individuel d'avoir des cours et l'obligation pour les universités et les cégeps de les donner. Les injonctions ordonnées n'ont pas toujours été respectées, que ce soit par les établissements ou par les associations étudiantes, et se sont accompagnées de fortes tensions au sein des établissements, voire à des affrontements violents entre les services de police et les étudiants.

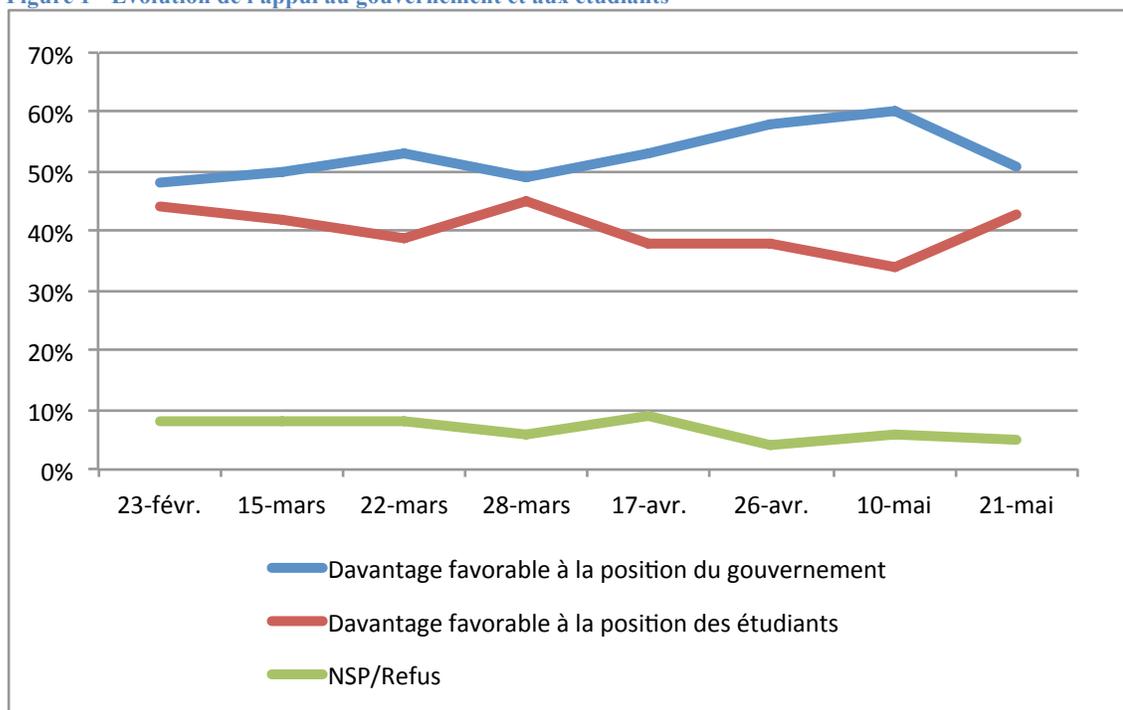
Le 18 mai, le gouvernement du Québec adopte la loi 12, « Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent », une loi spéciale d'une année restreignant fortement le droit d'association et de manifestation. L'adoption de cette loi va provoquer une « réaction populaire spontanée » (Penafiel, 2013) : tous les soirs à 20h entre le 18 mai (Bélair-Cirino, 24 mai 2012) et la mi-juin¹, des centaines de résidents sortent sur leur balcon, dans la rue, en tapant sur des casseroles, afin de défier la loi. Cette période constitue le moment où le conflit autour des enjeux étudiants devient très clairement un conflit social et où un clivage politique se forme au moins temporairement. La mobilisation déborde largement la population étudiante et les enjeux de la hausse des frais, dans les rues les manifestants et les marcheurs dénoncent clairement les politiques du gouvernement en place et sa gestion de la crise. Plusieurs thèmes inter-reliés s'articulent autour de la question des frais de scolarité dont la légitimité collective du mouvement de grève versus les droits individuels des consommateurs de services éducatifs, le recours au droit versus le recours à la négociation politique pour régler un conflit social, les droits politiques des citoyens versus leur droit de consommation (à travers les débats autour de la Loi 12), ect... Il devient impossible pour les acteurs collectifs, y compris les partis politiques, de ne pas se positionner autour de ce conflit. Ils auront tous à le faire : Option nationale, Québec solidaire puis le Parti Québécois se prononcent et s'affichent en faveur des étudiants en grève alors que le Parti libéral du Québec et la Coalition avenir Québec soutiennent les positions du gouvernement.

¹ Le caractère spontané de ces manifestations de casseroles, initiées par le biais du réseau social Facebook, rend difficile une compilation précise des manifestations de casseroles. Un groupe de citoyens a toutefois mis en ligne un répertoire des manifestations de casseroles, disponible en ligne au <http://on.fb.me/ZbpzRj>

La grève étudiante et l'opinion publique : un sujet qui divise

La population du Québec, quand elle est sondée sur ce conflit, apparaît extrêmement divisée. La mesure la plus constante tout au long du conflit est tenue par Léger Marketing pour le compte du Journal de Montréal. La Figure 1 présente les résultats pour la période du 23 février au 21 mai.

Figure 1 - Évolution de l'appui au gouvernement et aux étudiants

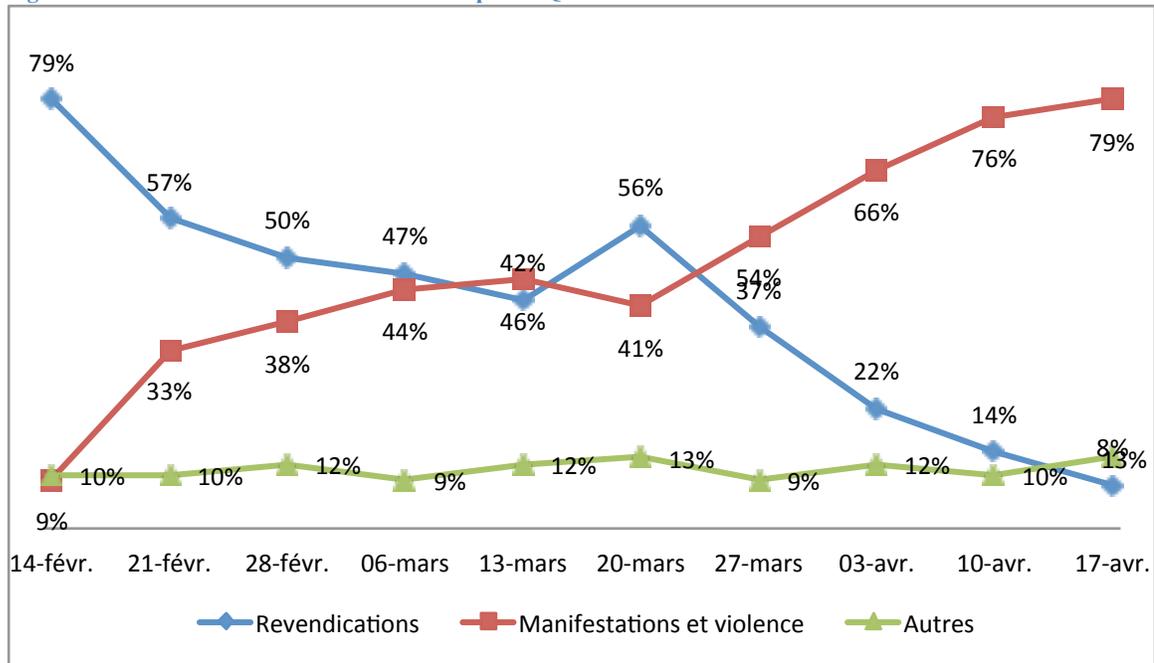


Source : Léger Marketing 21 mai 2012

La question posée est « Le gouvernement a décidé d'augmenter les frais de scolarité de 325 \$ par année pendant les cinq prochaines années pour une augmentation totale de 1 625 \$. Les étudiants contestent cette décision et demandent le gel des frais de scolarité. Êtes-vous davantage favorable à la position du gouvernement ou davantage favorable à celle des étudiants? »

On peut voir que les étudiants démarrent le conflit avec un capital de sympathie relativement important : la population est divisée à part égale entre l'appui au gouvernement du Québec et l'appui aux étudiants. L'appui décroît jusqu'au sondage du 28 mars, qui suit directement la grande manifestation du 22 mars, où près de 200 000 étudiants, selon les estimations, défilent. Toutefois, toute la période qui suivra, marquée entre autres, par les premières offres de négociations, la question de la violence et plusieurs manifestations marquées par des affrontements -avec au premier chef la manifestation au salon Plan Nord-, semble bénéficier au gouvernement : ses appuis atteignent 60% le 10 mai. Cet appui augmente malgré le fait que 71% des Québécois jugent que le gouvernement Charest a mal géré le conflit étudiant (Léger Marketing, 11 mai 2012). L'appui des Québécois au gouvernement contraste grandement avec le conflit étudiant de 2005, où 73% des Québécois souhaitaient la fin de la compression de 103M\$ dans les bourses d'études (Cauchy 2005 dans Gravel 2008 : 139).

Figure 2 – Évolution de la couverture médiatique au Québec entre la semaine du 14 février et du 17 avril



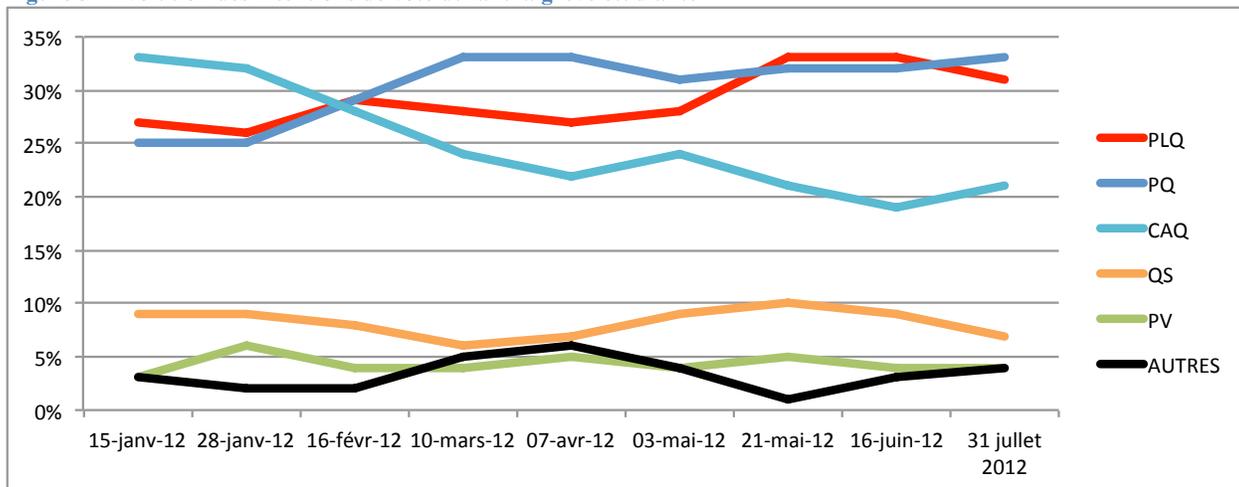
Source : *Influence Communication 2013*

Le conflit étudiant se maintiendra dans les nouvelles les plus importantes pendant toute la période étudiée. Cependant, les manifestations (associées à la question de la violence) prennent progressivement de plus en plus de place, au détriment des revendications dans la couverture médiatique. Il s'agit d'ailleurs d'une tendance bien connue : la violence est surexposée par les médias et exagérée par les participants aux manifestations (McPhail, McCarth, 2005 : 17).

Ce portrait, qui semble a priori favorable au gouvernement, doit être nuancé. D'une part, si les Québécois semblent davantage favorables à la position gouvernementale, ils ne sont pas pour autant favorables à la hausse de 1625\$ sur 5 ans. Un sondage mené entre le 23 et le 25 mai le confirme. Si 27% des Québécois sont favorables à une hausse supérieure à l'inflation, 45% sont favorables à une indexation des frais de scolarité au coût de la vie, contre 13% favorable à son gel et 11% à la gratuité scolaire (Radio-Canada, 25 mai 2012). Un sondage mené en février 2013, avant le sommet sur l'enseignement supérieur, donne des proportions similaires : 11% pour la gratuité, 14% pour le gel, 48% pour l'indexation, 26% pour une hausse supérieure à l'inflation (dont seulement 14% pour une hausse de plus de 100\$ par an) (CROP, février 2013).

D'ailleurs, si on regarde l'influence de la grève sur les intentions de vote ; on note que la relation n'est pas à sens unique. La grève a, dans un premier temps, contribué à ranimer l'appui au Parti québécois, comme l'illustre la Figure 3.

Figure 3 - Évolution des intentions de vote durant la grève étudiante



Source : Léger Marketing, 2013

Rappelons que le Parti Québécois était encore secoué par une crise interne majeure avec la démission de nombreux députés, qui commence au courant de l'automne 2011, qui resteront indépendants, passeront à Option Nationale ou à la Coalition Avenir Québec. En recueillant 25% des intentions de vote au début janvier 2013, le parti se retrouve dans un creux historique. La dynamique de la grève et l'appui qu'il offre aux étudiants, entre autres en portant le carré rouge à l'Assemblée nationale, semble l'avoir favorisé au départ. Toutefois, la ligne dure maintenue par le gouvernement libéral a aussi bénéficié aux PLQ, surtout à partir du mois de mai. La grande perdante de toute cette période est la CAQ, fort peu présente dans le conflit (entrevues avec les présidents de la FEUQ et de la FECQ, avril 2013).

Devant l'impossibilité de régler le conflit, et après le report de la session d'hiver 2012 à l'automne, le gouvernement, qui se trouve face à une crise politique majeure, déclenche des élections qui auront lieu le 4 septembre. Défait, le gouvernement libéral de Jean Charest cède sa place au gouvernement péquiste minoritaire de Pauline Marois. Si les élections du 4 septembre ne marquent pas la fin de l'histoire, elles changent néanmoins la dynamique politique, suffisamment pour que nous en fassions un point tournant du conflit auquel notre analyse s'arrête. La section suivante présente brièvement, l'état des lieux du mouvement étudiant et de leurs alliés.

Les acteurs et leur mise en scène : la création de 6 mois de vie politique hors-norme

Au Québec, les associations étudiantes sont des organisations à but non-lucratif au sens de la loi. Depuis les années 1980, elles sont encadrées par la *Loi sur l'accréditation des associations d'élèves et d'étudiants* (LRQ c. A-3.01). La plupart des associations sont accréditées : celles qui ne le sont pas bénéficient généralement d'un cadre similaire (exemple : à l'UQAM, les associations sont reconnues par l'université en vertu d'une politique similaire à la loi).

Une seule association peut représenter une unité d'accréditation (pour une présentation détaillée de la loi 32, voir Services Québec 2013) : de plus, on lui donne le monopole de la représentation des intérêts des étudiants de l'unité concernée. Par conséquent, tous les étudiants sont membres de l'association étudiante et ont droit de vote aux assemblées. Au cégep, il n'y a

généralement qu'une association étudiante, qui regroupe l'ensemble du campus. À l'université, on peut retrouver des associations au niveau départemental, facultaire, du campus, et de l'ensemble de l'université (dans les cas où une université a plus d'un campus). La logique est similaire à celle du modèle syndical en place au Québec, où tous les travailleurs d'une unité d'accréditation doivent généralement cotiser à leur syndicat (c'est la formule Rand, dérivée d'un jugement de la Cour dans les années 1940).

La grève étudiante est pratiquée, de temps à autres, depuis 1968, bien qu'elle n'existe pas dans un cadre légal strict. Au cégep, c'est au niveau de l'ensemble de l'établissement que la grève se déclenche, alors qu'à l'université, la base est soit le campus (pour les plus petites associations) ou le département ou la faculté (pour les grosses universités). La grève est généralement comprise comme une action collective de suspension des cours, parfois avec des exceptions, engageant l'ensemble des étudiants membres de l'association en grève (pour une analyse des bases juridiques de la grève étudiante et de sa contestation, voir Brunelle, Lampron et Roussel 2012).

Notons d'abord qu'il existe peu d'études portant spécifiquement sur le mouvement étudiant québécois. Benoît Lacoursière (2007) s'est penché sur l'histoire du mouvement étudiant de 1983 à 2006 dans une perspective engagée, généralement favorable à l'ANEEQ et ensuite l'ASSÉ. Jean-Philippe Warren (2008) fait quant à lui un bilan des manifestations étudiantes de 1968 et Josianne Millette (2011) s'est penchée sur les associations étudiantes et leurs relations avec les médias durant la grève de 2005.

En 2012, 4 associations sont présentes sur la scène du conflit. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), créée en 1989 dans le contexte du dégel des frais de scolarité imposée par le gouvernement libéral de Robert Bourassa, regroupe 15 associations et 125 000 étudiants universitaires. Elle est fondée à une époque où la plupart des associations universitaires ne sont membres d'aucune association nationale. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), créée en 1990 dans le même contexte, regroupe 23 associations étudiantes et 80 000 étudiants de cégep. Ces deux associations ont l'habitude de travailler conjointement, et malgré des difficultés, ont maintenu une collaboration étroite tout au long du conflit étudiant. Ces organisations sont principalement animées d'une volonté d'amélioration des conditions de vie et d'études de leurs membres, et plus largement des étudiants québécois, comme le révèle leurs missions respectives ainsi que les entrevues réalisées (entrevues avec le président de la FECQ et la présidente de la FEUQ). Elles se positionnent aussi comme des groupes jeune et interviennent sur une variété de sujets².

La Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE) est une coalition temporaire formée autour des structures de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Au terme du conflit, elle regroupe près de 100 000 étudiants dans 59 associations étudiantes (dont beaucoup d'associations départementales : environ 20% des membres de la CLASSE sont aussi affiliés à la FEUQ, à la FECQ ou à la TaCEQ). L'ASSÉ a été formée en 2000 dans le contexte de la lutte

² La dernière plateforme de revendications électorales de la FECQ et de la FEUQ comprenait une quarantaine de revendications sur des sujets touchant l'éducation, les finances publiques, l'économie, l'environnement et l'implication démocratique (FECQ et FEUQ 2012).

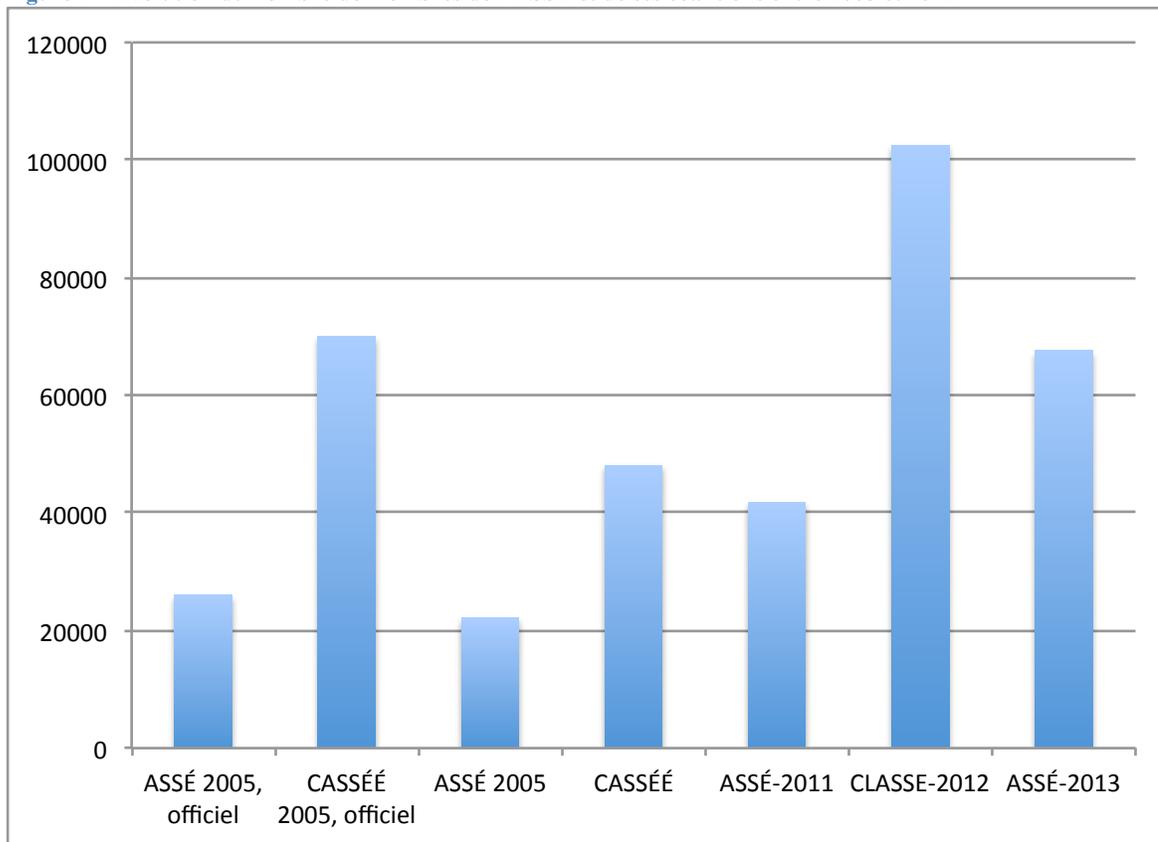
contre la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Elle regroupe des étudiants universitaires et collégiaux, et regroupait environ 45 000 membres durant le conflit. Elle milite pour la gratuité scolaire et en adopte des modes de fonctionnement plus décentralisés et inspirés des pratiques des réseaux affinitaires et libertaires (valorisation de la démocratie directe et de l'horizontalité dans la prise de décision, nomination de porte-parole en lieu et place d'un président). L'ASSÉ favorise également la construction de liens de solidarité avec d'autres acteurs collectifs nationaux (les milieux syndicaux et le milieu communautaire) et prend position sur des enjeux sociaux qui dépassent les questions directement en lien avec la vie étudiante. La CLASSE adoptera la même position durant le conflit, en travaillant notamment avec la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics.

Finalement, la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), fondée en 2009 par des associations étudiantes qui avaient quitté la FEUQ, regroupe 4 associations et 65 000 étudiants, mais a été peu présente dans le conflit. Elle cherche à se démarquer des autres associations nationales par une structure décentralisée.

Depuis les années 2000, les relations entre les différentes associations étudiantes opposent la FECQ et la FEUQ à l'ASSÉ. Dès sa fondation, l'ASSÉ s'inscrit en rupture avec les pratiques des fédérations étudiantes qu'elle juge trop peu combattives (entrevue avec Porte-parole de la CLASSE, avril 2013). En 2005, lors de la grève étudiante contre les compressions de 103 millions de dollars dans le régime des prêts et bourse, la division du mouvement étudiant était clairement apparue comme un facteur de fragilisation. En effet, suite à une première rencontre le gouvernement libéral de l'époque avait exclu la CASSÉE (la Coalition de l'ASSÉ élargie fondée pour le mouvement de grève de 2005) de la table des négociations suite à son refus de condamner la violence, condition acceptée par les deux autres associations (Presse Canadienne, 12 mars 2005).

En 2012, en revanche, un front uni a été maintenu dans l'espace public et voulu par les différentes organisations étudiantes, même si, comme nous le verrons dans la partie suivante, de fortes tensions existaient entre les associations. Il faut dire que le rapport de force entre les associations étudiantes a changé : en 2005, la CASSÉE représente environ le quart des étudiants en grève alors qu'en 2012, la CLASSE regroupe environ le tiers des étudiants en grève (avec 80 000 membres en grève générale illimitée en 2012) ; la FEUQ a moins de membres en 2012 qu'en 2005 et moins de membres en grève également ; le positionnement médiatique de la CLASSE est meilleur en 2012 qu'en 2005.

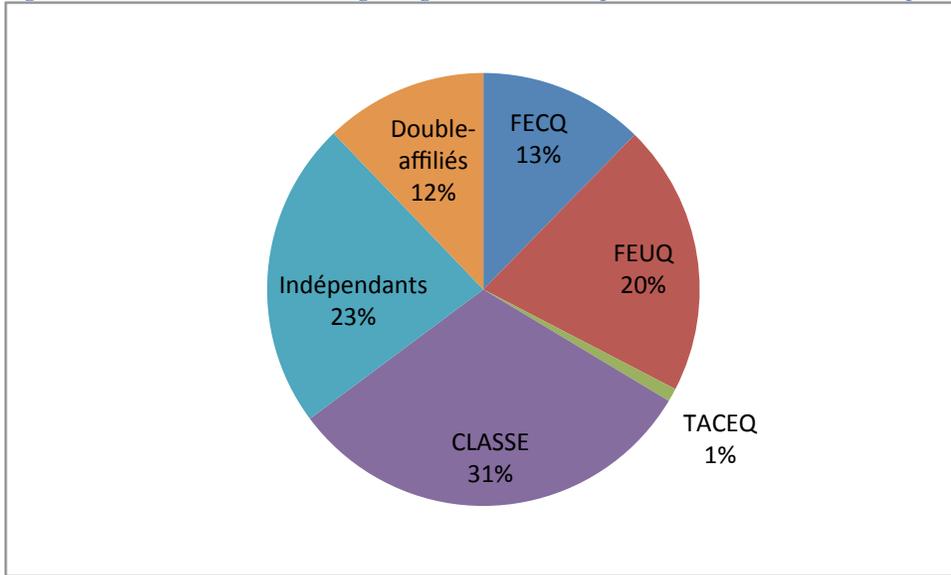
Figure 4 – Évolution du nombre de membres de l'ASSÉ et de ses coalitions entre 2005 et 2012



Sources : Baril 2005, SIPEEC, site web de l'ASSÉ. La CASSÉÉ clamait 70 000 dans une lettre ouverte, mais nous n'avons réussi à n'en retracer que 50 000 dans les listes officielles.

La Figure 5 présente les étudiants en grève et en grève générale illimitée (définie comme une grève durant plus de deux semaines) en fonction de leur affiliation nationale. Selon ce critère, 187 000 étudiants ont été en grève générale illimitée au Québec. Plus de 20 000 étudiants en grève générale illimitée et étaient doublement affiliés : 12400 membres de la FECQ 7918 membres de la FEUQ et 2318 membres de la TaCEQ

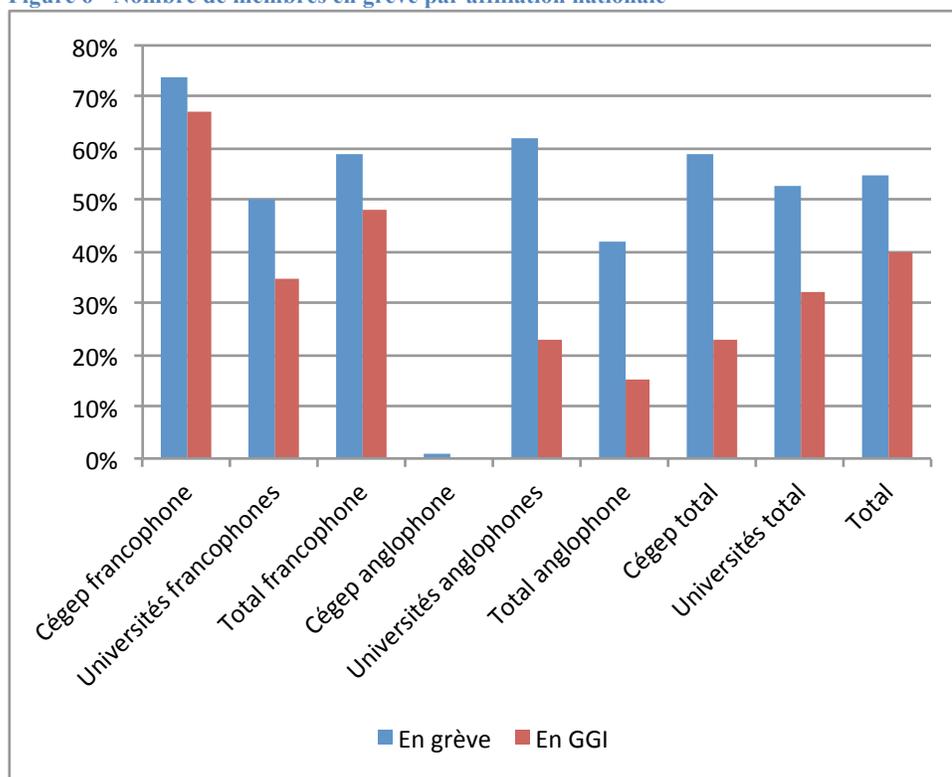
Figure 5 - Nombre de membres en grève générale illimitée pour au moins deux semaines par affiliation nationale



On peut voir que la FECQ et la FEUQ ainsi que la CLASSE ont représenté des proportions similaires d'étudiants en grève générale illimitée, soit environ 30% chaque. Le reste se sépare entre des associations indépendantes, des étudiants doublement affiliés et une poignée d'étudiants membres de la TaCEQ.

Par ailleurs, entre février et juin 2012, on note également une variation forte de la mobilisation étudiante en fonction de la langue de l'établissement et en fonction des régions.

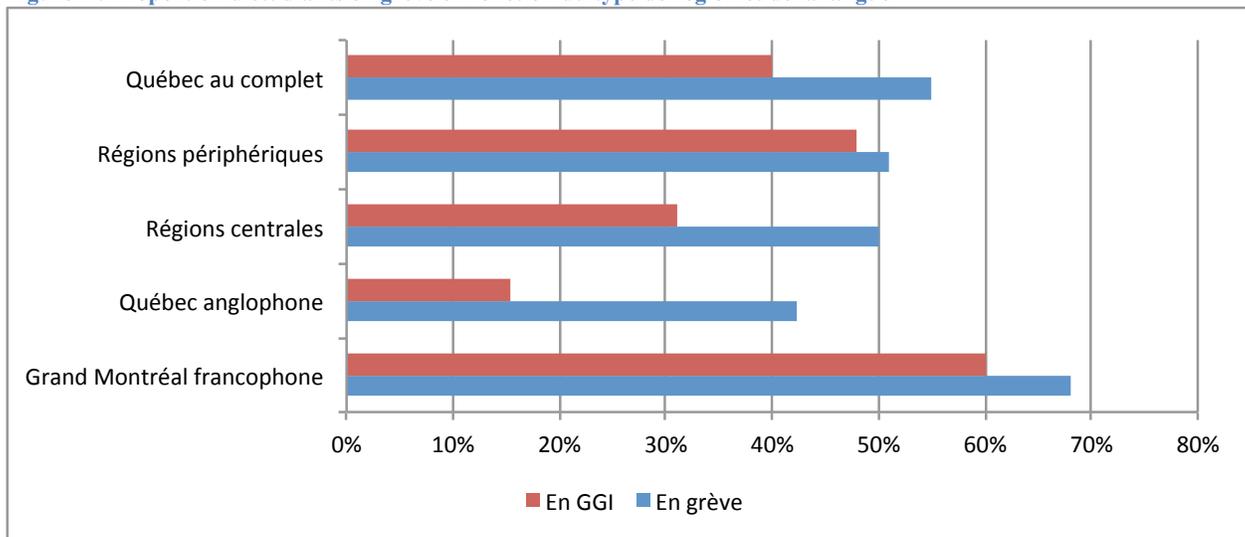
Figure 6 - Nombre de membres en grève par affiliation nationale



Dans les établissements francophones, la grève a touché une proportion importante des étudiants : plus de 70% des étudiants de cégep, et un peu moins de la moitié des étudiants universitaires, ont fait au moins une journée de grève. Chez les anglophones, par contre, le seul cégep qui a été en grève était le campus Carleton du cégep de Gaspésie-les-îles de la Madeleine et sa centaine d'étudiants. Dans les universités, la divergence importante entre la proportion d'étudiants en grève et en GGI s'explique par l'effet de l'Université Concordia, qui a été officiellement en grève durant 8 jours, quoique sur le terrain, la grève n'a pas été très effective (entrevue avec un militant, mars 2013). Les étudiants qui ont été le plus longtemps en grève sont surtout regroupés dans des départements de sciences humaines ou dans la faculté des beaux-arts.

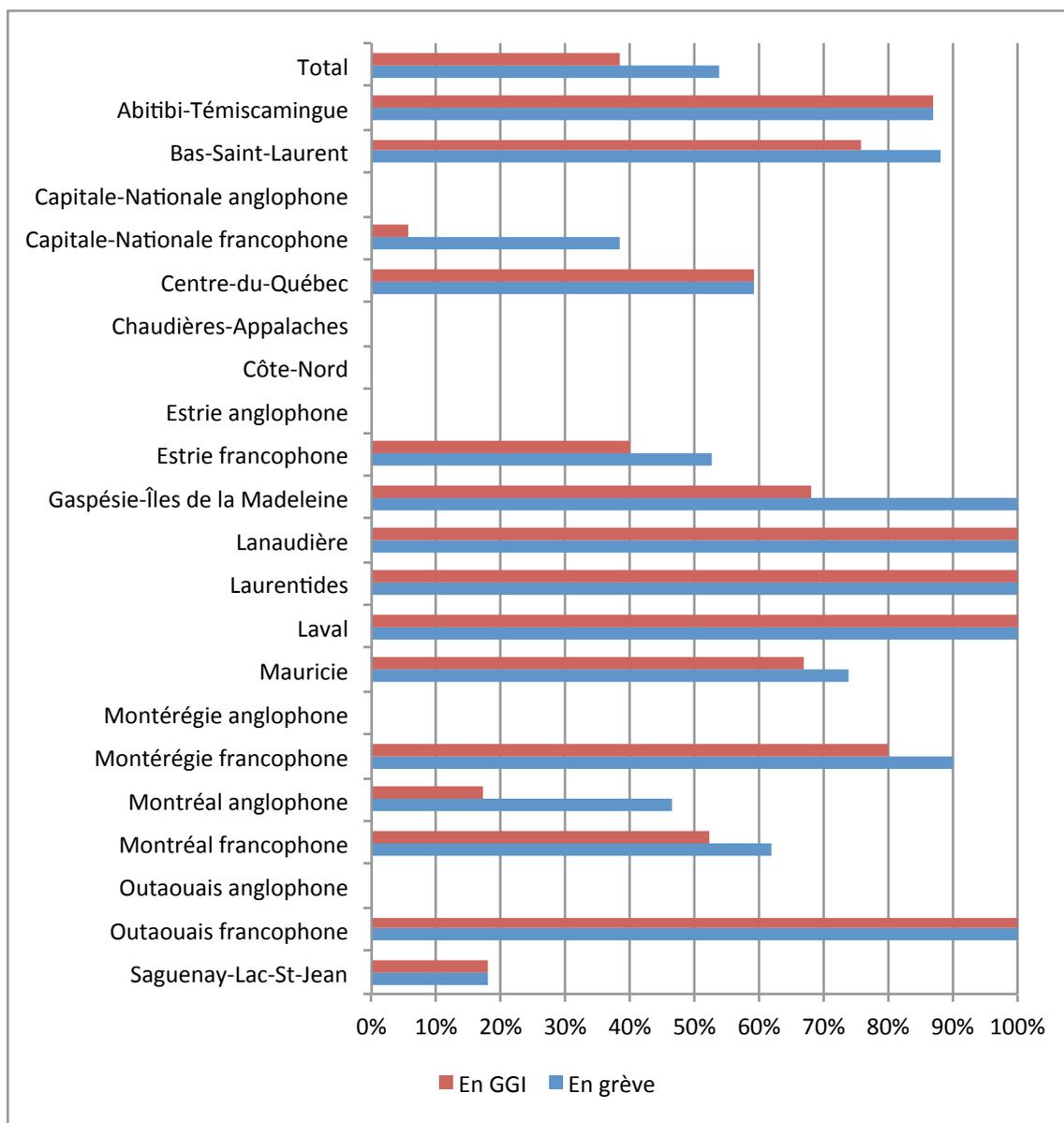
La distribution spatiale et linguistique de la proportion d'étudiants en grève est, à cet égard, révélatrice.

Figure 7 : Proportion d'étudiants en grève en fonction du type de région et de la langue



D'une part, on voit bien que c'est le grand Montréal francophone (les établissements des régions de Montréal, Laval, Montérégie, Lanaudière et Laurentides) qui a été le moteur de la grève : près de 60% des étudiants y ont été en GGI, et 70% en grève. Néanmoins, les étudiants des régions périphériques (Abitibi-Témiscamingue, Bas-St-Laurent, Saguenay-Lac-St-Jean, Côte-Nord, Gaspésie-les-Îles-de-la-Madeleine) ont été davantage impliqués dans le conflit que ceux des régions centrales (Mauricie, Centre-du-Québec, Capitale-Nationale, Estrie et Outaouais). On note à nouveau la faible participation des institutions d'enseignement du Québec anglophone. Le découpage par région administrative permet une analyse un peu plus fine :

Figure 8 : Proportion d'étudiants en grève en fonction de la région administrative et de la langue



La distribution spatiale du conflit a été très inégale. La grande région de Montréal, l'Outaouais, la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent ont été fortement mobilisées. L'Abitibi-Témiscamingue l'a été dans une moindre mesure (avec une mobilisation relativement courte), tout comme la Mauricie et le Centre-du-Québec.

Le cas de l'Estrie francophone est particulier : en effet, les données de l'Université de Sherbrooke comprennent le campus Longueuil de l'Université, et il est impossible de départager celui-ci du campus de Sherbrooke. Avec moins d'un quart de ses étudiants en grève générale illimitée, il s'agit tout de même d'une des universités les moins mobilisées du conflit. Finalement, la grande région de Québec et le Saguenay-Lac-St-jean sont les deux régions universitaires qui ont été les plus faiblement mobilisées.

Ainsi, il ne s'agit pas d'un conflit uniquement montréalais, mais bien d'un mouvement suivi par une forte proportion d'étudiants de partout au Québec. Il est par contre vrai de dire que le conflit a été fortement francophone, particulièrement au niveau collégial : même au niveau universitaire, la participation est faible. Nous verrons dans la section suivante que cette forte mobilisation, qui s'est traduite par de nombreuses manifestations « historiques » dans la métropole (notamment les manifestations du 22 mars, 22 avril et 22 mai), a temporairement chamboulé le politique, en imposant un agenda et en forçant les autres acteurs politiques à se positionner.

Partie III – Comment les associations étudiantes ont changé le politique

Très rapidement, les partis politiques ont été interpellés par le conflit étudiant de 2012 : ils avaient d'ailleurs, pour la plupart, pris position sur la question des droits de scolarité antérieurement. Le parti de gauche Québec solidaire, créé en 2006 (Dufour, 2012), a été le premier allié du mouvement étudiant. En effet, défendant dans son programme, des positions proches de celle de la CLASSE, il a dès le départ pris le parti des étudiants en grève. Cette alliance, qui aurait pu être « naturelle », a néanmoins créé des tensions importantes au sein de la coalition, comme nous le verrons.

Le Parti québécois (PQ) a adopté une position un peu plus distante. Suite entre autres, aux pressions étudiantes, celui-ci s'est engagé, dans son programme politique faisant suite à son congrès de 2011 à revenir au gel des frais de scolarité au niveau de 2012, le temps de tenir un sommet sur l'enseignement supérieur (Parti Québécois, 2011). Dès le déclenchement du conflit, toutefois, les députés du Parti Québécois appuieront les étudiants, d'abord sur la hausse de droits de scolarité et ensuite contre la loi spéciale. Durant le conflit, et ensuite en campagne électorale, le PQ propose une indexation des droits de scolarité (Drouin, 3 mai 2012), qui finira par être une indexation suivant l'évolution du revenu disponible des ménages, soit 3% par année (environ 70\$ par année). Le PQ formant l'opposition officielle, il sera l'allié principal sur le plan de la politique partisane pour les responsables de la FECQ et de la FEUQ (Entrevues avec le président de la FECQ et la présidente de la FEUQ).

Pour Option Nationale, un tout nouveau parti politique souverainiste, le printemps dernier a été une occasion inespérée d'accroître sa visibilité médiatique en soutenant la revendication du gel des frais de scolarité des associations étudiantes et leur opposition à la hausse prévue, sans toutefois constituer un acteur clef pour les associations étudiantes impliquées (entrevues responsables nationaux des 3 associations).

Enfin, le PLQ et la CAQ, opposés aux revendications des associations étudiantes dès le départ, ont choisi de jouer la carte de la fermeté et ont très souvent vilipendés la tyrannie de la rue contre la raison des urnes et travaillé à délégitimer la grève en la résumant au slogan de la violence et de l'intimidation.

D'après les données de sondage disponibles, il n'est pas évident que ces prises de positions, tranchées, aient forcément servis les intérêts des partis en terme de soutien populaire. La question des motifs du vote est une question complexe et les résultats des élections de 2012 ne peuvent pas s'expliquer uniquement avec la crise sociale qui les ont précédé (voir Bastien et Bélanger, à paraître). D'ailleurs, seuls 14% des électeurs identifiaient les frais de scolarité comme faisant partie des deux enjeux les plus importants de la campagne électorale (Léger Marketing 17

août 2012), en faisant le septième sujet en importance. Nous y reviendrons dans la dernière partie de ce chapitre.

Au-delà du vote, et dans la perspective de l'analyse des relations entre les acteurs collectifs, il est intéressant de considérer la manière dont les associations étudiantes ont construit leurs liens avec les partis politiques durant la crise.

Quand le mouvement étudiant mène le bal de la politique

Selon les entrevues effectuées, deux types de conceptions du rapport au politique coexistent en temps normal au sein du mouvement étudiant. Elles se situent dans un continuum entre une pratique de la pression-négociation, dont la FECQ et la FEUQ sont plus proches, et une seconde orientée vers la contestation sociale, dont l'ASSÉ se réclame.

Une première conception est plus conforme aux règles du jeu institutionnel, et consiste à adopter les pratiques classiques des groupes d'intérêt (Grossman et Saurugger, 2006). Ainsi, en temps normal, des relations régulières et fréquentes, allant d'hebdomadaires à quotidiennes, avec les partis politiques et le gouvernement sont entretenues. Les organisations participent pleinement aux instances de consultation. La position de négociation est la position privilégiée et s'accompagne de modes d'action du type lobbying (relations interpersonnelles avec les responsables politiques en place, que ce soit les ministres, les députés, les attachés politiques ou les sous-ministres par téléphone, en général). Cette action s'accompagne d'une action avant et pendant les élections. Ce recours au lobbying n'exclut pas l'utilisation de pratiques protestataires, dont les manifestations et la grève, mais en module l'utilisation en l'inscrivant dans une démarche de pression politique pour atteindre des objectifs prédéfinis.

Une deuxième conception se situe aux antipodes de la première et correspond davantage à ce qui définit habituellement une organisation de mouvement social. Clairement située dans l'arène de la contestation sociale, l'organisation n'entretient pas de relations avec les partis politiques (et en fait d'ailleurs une position de principe forte) (entrevues Portes-paroles QS et CLASSE, avril 2013), intervient peu dans l'arène électorale (où alors de manière très ciblée) et favorise des modes d'action plus conflictuels.

Quasi caricaturale, cette opposition de conception devient particulièrement intéressante à analyser en période de conflit social majeur. En effet, au printemps 2012, les trois associations étudiantes se sont retrouvées dans l'arène de la contestation, dans une négociation avec le gouvernement du Québec et, finalement, dans une campagne électorale. Que devient alors le rapport au politique ?

Pour la FEUQ et la FECQ, les changements principaux sont, bien sûr, liés à la situation de grève. Si avant le déclenchement de la grève, les relations avec le gouvernement libéral ne sont pas au beau fixe, elles sont, à tout le moins cordiales, et les canaux de communication sont ouverts, quoique les responsables reconnaissent qu'il ne s'agissait pas d'une relation très productive malgré les manifestations déjà enclenchées. Avec les débuts du conflit, ces canaux vont être complètement fermés durant plusieurs semaines (jusqu'à la fin mars) avant que le chef de cabinet de la ministre de l'éducation, puis la ministre de l'éducation elle-même se manifeste. Durant presque 2 mois, le mouvement étudiant fait la une des journaux sans entretenir de liens avec les autorités gouvernementales (entrevues avec les responsables nationaux des 3 associations étudiantes).

Tout au long du conflit, des contacts très réguliers seront également entretenus avec l'opposition officielle (le PQ), afin que celui-ci pose des questions en chambre, fasse parler du conflit au sein de l'enceinte parlementaire et, dans la mesure du possible, fasse pression sur le gouvernement en place. Des contacts sporadiques sont entretenus avec QS, qui à l'époque n'a qu'un seul député et apparaît plus près des positions de la CLASSE. Peu de relations existent avec la CAQ (ou alors, elles sont relativement mauvaises, entrevue Présidente de la FEUQ, avril 2013).

Pour la présidente de la FEUQ, le mouvement étudiant a conservé l'initiative par rapport au gouvernement jusqu'au mois d'avril en appliquant une stratégie de pression qui consiste à prendre ses distances par rapport au gouvernement, organiser de grandes manifestations ainsi que faire adopter et maintenir des mandats de grève massivement.

En avril, l'absence de réponse du gouvernement devient clairement plus problématique, la durée du conflit limitant de plus en plus la possibilité de maintenir l'intensité de celui-ci. Quand la ministre de l'Éducation contacte directement la Présidente mi-avril, l'exécutif de la FEUQ est plutôt soulagé, même si personne ne se fait d'illusion sur la volonté du gouvernement de négocier. Le Président de la FECQ, mentionne d'ailleurs qu'il était perturbant de voir que le gouvernement demeurait sur sa position initiale pour ne pas avoir l'air de céder quoi que ce soit au mouvement étudiant. Ce faisant, « il se peignait un peu dans le coin, parce qu'il ne pouvait pas négocier » (entrevue, Président de la FECQ, hiver 2013).

Les contacts vont se poursuivre jusqu'au début juin (avec de vives tensions), de tentatives de négociations en tentatives de négociations. À cet égard, la négociation d'une entente début mai, qui sera rejetée par les membres des trois associations, est pour la présidente de la FEUQ symptomatique de la mise en scène artificielle mise en œuvre par le gouvernement. Au lieu de se dérouler avec des négociateurs pour chacune des parties en jeu, ce sont les principaux responsables et dirigeants qui sont présents : à ce titre, les responsables syndicaux ne sont pas plus habitués de négocier que les leaders étudiants (ce sont des négociateurs professionnels qui font d'ordinaire le travail). De plus, la pression médiatique est très forte au moment de la négociation et empêche les différentes parties de quitter le lieu des négociations sans résultat. Finalement les événements malheureux de Victoriaville le soir des négociations (rappelons qu'il y a des blessés graves du côté des manifestants) vont contribuer à créer une atmosphère d'urgence qui va amener les leaders étudiants à signer une entente malgré ses défauts, qui sera finalement dénoncée de toute part et rejetée.

Pour le président de la FECQ, la diversification des formes d'action (comme les manifestations de nuit à partir du 25 avril ou d'autres rassemblements comme les marches des casseroles après l'adoption de la loi 78, où selon lui, le gouvernement perd la bataille de l'opinion publique) qui vont suivre l'échec de ces négociations vont marquer un tournant important dans le conflit. En effet, ce ne sont plus les associations étudiantes qui ont le contrôle de la situation. Selon lui, une négociation dans un conflit étudiant de cette envergure se règle, en négociation, par un échange : une entente favorable sur le front des droits de scolarité contre la cessation des moyens de pression. Or, il y a véritablement une « perte de contrôle, je pense qu'on peut l'appeler comme ça, sur les moyens de pression directs, faisait en sorte que nous on savait que notre pouvoir réel était limité » (Entrevue Président de la FECQ, avril 2013).

À compter du 1^{er} juin, le gouvernement et les ministères coupent complètement les contacts avec les associations étudiantes ; la solution électorale apparaît de plus en plus évidente.

À la CLASSE, les relations aux partis politiques et au gouvernement en place sont très distinctes. La culture politique antiparti de cette coalition est fondée à la fois sur la défiance d'une partie des militants vis-à-vis les partis et leur pouvoir d'instrumentalisation, mais aussi sur la défiance des militants vis-à-vis de la démocratie représentative et la valorisation inverse de la démocratie directe (entrevue Porte-parole CLASSE, avril 2013). Cependant, la CLASSE (et l'ASSÉ), ne sont pas juste antiparti et antisystème dans le sillage des organisations nées avec les luttes anti-mondialisation (della Porta, 2013) ; de manière plus contingente, la coalition est aussi un anti-modèle de la FEUQ et de la FECQ, les militants à l'origine de l'ASSÉ ne voulant pas que le militantisme étudiant ne soit qu'un tremplin vers les partis politiques (et plus particulièrement le Parti Québécois) (entrevue, porte-parole de la CLASSE, hiver 2013).

Durant le conflit, la CLASSE n'a pas bougé de sa ligne initiale par rapport aux partis politiques, et n'a donc pas entretenu de relations avec les partis politiques, ni participé à des rencontres, sur le plan formel, avec une exception notable, soit les négociations avec le gouvernement du Québec. En même temps, les trajectoires des militants se sont énormément croisées sur le terrain, notamment pour QS et la CLASSE (y compris pour les porte-parole). Il n'y avait donc pas de rapport formel, certainement pas de rapport organique, mais les circonstances ont fait que les rapports informels ont été quasi-quotidiens (multi-militantisme, réseaux militants qui se rencontrent dans les manif, les actions, etc.). Cette situation, peu problématique hors situation de conflit, devient plus difficile à gérer en situation de grève parce qu'elle rend beaucoup plus floue la question des alliés. Ainsi, l'ASSÉ a été une des 6 organisations fondatrices de la Coalition main rouge, la coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics. Dans ce cadre, elle a développé beaucoup de liens avec d'autres organisations de mouvements sociaux, qu'elle considère de longue date comme des alliés. Cependant, en situation de crise sociale comme au printemps dernier, les alliés sont aussi les militants des manifestations et des mobilisations qui peuvent faire partie de QS, un parti politique.

Pour l'ancien porte-parole de la CLASSE, l'anti-électorisme de celle-ci, inscrit également dans le « code génétique » de l'ASSÉ, l'a empêché d'investir l'arène électorale. À partir de l'annonce des élections, la CLASSE a perdu l'initiative et a perdu du terrain ; elle n'a pas été capable de prendre une position (voter ou s'abstenir) qui lui aurait permis de poursuivre la lutte sur un autre terrain (entrevue ancien porte-parole ; PV du 14 juillet du Congrès de la CLASSE). Elle a plutôt cherché, sur le tard, à faire reconduire la grève chez ses membres, initiative qui s'est soldée par un échec tout en sous-entendant une position abstentionniste, sans jamais l'adopter officiellement.

Des remous aussi dans la scène politique

Mais au-delà des associations étudiantes, ce sont aussi les acteurs politiques partisans qui ont dû modifier leur manière de faire et suivre le rythme et les règles (informelles) d'un conflit dont ils n'avaient pas les rennes. Par exemple, la vie interne de QS a été totalement chamboulée. Ainsi, l'agenda de la grève étudiante et des mobilisations étudiantes s'impose au parti politique :

en plus des manifestations auxquelles les militants de QS ont activement participé, deux fois durant le conflit, QS a tenu des réunions du comité de coordination sur la question de la dénonciation de la violence politique et de la désobéissance civile.

je dirais que le printemps érable nous a forcé comme parti à ... une réflexion pas facile, intense, émotive, où viennent se contrecarrer, plusieurs idées. Par exemple on va dire « mais oui, il y a des circonstances dans la vie d'un peuple où c'est nécessaire et l'histoire en est pleine ». D'autres qui disent « oui mais c'est pas à un parti politique de proposer ça. Parce que comme parti politique nous on aspire à faire des lois ; est-ce qu'on est train de dire aux gens nous, qui voulons un jour être un gouvernement qui fera passer des lois, on est train de dire aux gens en même temps si elle fait pas votre affaire, vous avez juste à les défier », c'était le genre de discussions qu'on avait. Pour finalement en arriver à « nous n'appellerons pas nous mêmes à la désobéissance civile pacifique mais nous ne la condamnerons pas ». (Entrevue, Porte-Parole QS, avril 2013).

Outre l'agenda, ce sont les normes de relations qui sont chamboulées. Pour QS, il est intéressant de voir que les liens qui se sont créés avec le mouvement étudiant l'ont été « par la base » dans les manifestations, dans les établissements en grève, des porte-paroles de QS ou des militants de QS qui vont parler aux étudiants dans les établissements universitaires (entrevue porte-parole QS, hiver 2013). Les règles du jeu politique sont modifiées : ce qui devient quotidien durant la grève étudiante, c'est la ligne de piquetage, la manif, l'occupation du Cégep, etc... toutes les autres scènes politiques « normales » passent alors au second plan.

Les associations étudiantes (et leurs mobilisations) ont créé un moment politique exceptionnel où le jeu pendant 6 mois, est mené par des acteurs sociaux contestataires, et non par les partis politiques, jusqu'au déclenchement des élections. Le soir du 4 septembre, le PQ accède au pouvoir et forme le nouveau gouvernement (minoritaire). Il reprend alors la main sur le processus politique : annulation de la hausse, convocation d'un Sommet sur l'éducation, etc... Dans cette nouvelle phase du conflit, les dynamiques entre les acteurs redeviennent usuelles : la FEUQ et la FECQ dans le jeu institutionnel et l'ASSÉ en-dehors. Le moment du Sommet sur l'éducation en est d'ailleurs une belle illustration, l'ASSÉ ayant refusé de participer aux discussions, après toutefois avoir participé à ses rencontres préparatoires, et le mouvement étudiant dans son ensemble apparaissant à nouveau divisé, un peu comme en 2005.

Comment les militants étudiants, qu'ils soient membres actifs des associations étudiantes ou d'autres organisations, y compris partisans, ont-ils vécu ce moment politique exceptionnel ?

Partie IV – Les jeunes et le politique : les effets du conflit

L'analyse sur le plan individuel comprend plusieurs dimensions : le moment des élections, mais aussi, le rapport au différents modes d'action politique et le rapport aux différents acteurs du politique, partis politiques et institutions compris.

Le moment des élections

Nous nous appuyons pour cette partie sur un sondage mené par Dietlind Stolle, Allison Harell, et Pascale Dufour durant les mois de septembre et d'octobre 2012 auprès des étudiants de l'Université McGill, de l'Université de Montréal et de l'UQAM. L'échantillon que nous utilisons comporte 13695 répondants suite à l'exclusion des étudiants n'ayant pas répondu à la question

sur la langue maternelle et aux étudiants qui étaient inscrits ailleurs que dans les trois universités participantes. Les sous-échantillons sont souvent plus petits, ce qui est dû à la forte présence d'étudiants ne pouvant voter. Ces données nous permettent d'éclairer le taux de participation électorale et les choix électoraux des étudiants lors de la grève de 2012. Une analyse plus complète du comportement électoral des étudiants est à paraître (Bastien et Bélanger, à paraître).

L'élection de 2012 a vu un rehaussement notable de la participation électorale. En effet, le taux de participation enregistré de 74,57% est le plus élevé depuis 1998. Chez les jeunes de 18-24 ans, -dont environ les deux tiers sont inscrits au cégep ou à l'université (FCBEM 2009 : 45), le taux de participation était de 62,07%, contre seulement 36,2% en 2008. Ici aussi, il s'agit du taux de participation électorale le plus élevé depuis 1998.

Qu'en est-il des étudiants³ ? Chez les étudiants ayant le droit de voter, le taux de participation est de 90,9%, alors que les répondants affirmaient avoir voté en 2008 dans une proportion de 84,3%. Le taux de participation est nettement plus élevé chez les francophones (94%) que les anglophones (79%) et allophones (74%). Dans les deux derniers cas, il y a aussi de fortes proportions d'électeurs inéligibles (9% des francophones, 44,7% des anglophones, 39% des allophones). Ce taux de participation reflète en bonne partie l'importance accordée par les étudiants à cette élection, mais aussi, probablement, les clivages politiques de la société québécoise linguistiques, la participation des anglophones étant en chute (Drouilly dans Pelletier 2012).

Étudions ici quelques dimensions du vote : le rôle du premier vote, le choix électoral en fonction de la langue et finalement, l'interaction entre l'appui à la grève et le choix électoral.

Notons d'abord qu'une particularité du système politique québécois est la coexistence de deux clivages politiques. Le clivage souveraineté-fédéralisme en est un premier (entre autres Bélanger et Nadeau 2009 : 40, Bélanger et Nadeau à paraître), alors que le clivage gauche-droite est présent, mais a un pouvoir explicatif un peu moins grand qu'ailleurs sur le comportement électoral des Québécois (Nadeau, Guérin et Martin 1995 dans Bélanger et Nadeau à paraître), quoiqu'il est présent, en particulier chez les partisans de QS et de la CAQ, bien que dans une moindre mesure dans toutes les formations politiques (Bélanger et Nadeau à paraître). Cela nous impose donc, ne disposant pas des préférences sur la souveraineté, de passer par une analyse du vote en fonction de la langue maternelle, un puissant facteur explicatif du positionnement sur l'axe souveraineté-fédéralisme.

Le fait de voter pour la première fois à une élection provinciale ne semble pas avoir une grande influence sur le choix électoral, comme l'illustre le tableau 1.

³ Il faut d'abord rappeler que les données concernant le taux de participation à une élection collectées a posteriori sont généralement surestimées. Entre autres, Cassel 2003 dans Bélanger et Nadeau 2009 : 99, confirme ce biais. Karp et Brockington 2005 souligne que le biais se renforce en fonction du taux de participation, alors que Bernstein, Chadha et Moontkoy (2001 : 23) évaluent qu'aux États-Unis, l'écart se situe, pour l'élection présidentielle, de 18 à 23 points de pourcentage. Il faut donc traiter les données sur la participation électorale avec précautions.

Tableau 1 - Choix électoral en 2012 en fonction de la langue maternelle et du fait d'avoir voté pour la première fois ou non

		Francophone	Anglophone	Allophone	Total	n=
<i>Premier vote</i>	<i>AQ</i>	12%	16%	15%	13%	329
	<i>LQ</i>	9%	51%	40%	18%	463
	<i>Q</i>	42%	6%	13%	34%	896
	<i>N</i>	10%	1%	2%	8%	208
	<i>S</i>	27%	26%	31%	27%	710
	<i>total</i>	100%	100%	100%	100%	2606
<i>Second vote</i>	<i>AQ</i>	12%	14%	15%	12%	824
	<i>LQ</i>	8%	49%	36%	12%	832
	<i>Q</i>	40%	9%	14%	36%	2460
	<i>N</i>	8%	1%	2%	7%	472
	<i>S</i>	33%	26%	33%	33%	2248
	<i>total</i>	100%	100%	100%	100%	6836

Toutefois, rappelons que le premier vote est un vote important. Muxel (2001) a notamment montré que les électeurs qui s'orientent politiquement à gauche ou à droite lors de leur premier vote ont tendance à rester dans leur pôle idéologique durant toute leur vie d'adulte.

Lors des élections de 2012, le choix électoral semble toutefois fortement associé à la décision d'appuyer ou non le mouvement de grève étudiante. Mais, comme le démontre le Tableau 2, on retrouve des portraits fort différents chez les francophones et les non-francophones.

Tableau 2 - Choix électoral en 2012 en fonction de la position sur la grève étudiante et de la langue maternelle

Langue maternelle		S	N	Q	LQ	AQ	=
Français	Contre la grève	1%	%	4%	2%	9%	759
	Pour la grève	3%	0%	3%	%	%	387
	Total	2%	%	0%	%	2%	146
Anglais	Contre la grève	%	%	%	4%	9%	21
	Pour la grève	1%	%	6%	2%	%	10
	Total	6%	%	%	1%	5%	31
Autre	Contre la grève	1%	%	%	2%	0%	75
	Pour la grève	6%	%	0%	1%	0%	46
	Total	2%	%	3%	7%	5%	21
Total	Contre la grève	0%	%	7%	3%	7%	655
	Pour la grève	4%	%	0%	%	%	043
	Total	1%	%	5%	4%	2%	698

Chez les étudiants francophones, le Parti québécois est un choix qui semble transcender l'appui ou le rejet de la grève étudiante, vu qu'il recueille 34% des votes des étudiants contre la grève et 43% des votes des étudiants favorables à celle-ci. Aucune autre formation politique n'a réussi ceci : la CAQ et le PLQ sont marginaux chez les étudiants favorables à la grève alors que QS et ON sont peu présents chez les étudiants opposés à la grève.

Chez les non-francophones, toutefois, l'appui au Parti québécois, tout comme à Option nationale, est beaucoup plus faible. Cela est conforme au comportement électoral des non-francophones concernant l'appui à des formations politiques souverainistes, et à la souveraineté du Québec (Bélanger et Nadeau 2009). Alors que le Parti libéral domine chez les non-francophones opposés à la grève, une part importante des étudiants de cette catégorie qui sont favorables à la grève étudiante a plutôt choisi d'appuyer Québec solidaire, un comportement qui est lui aussi conforme au profil moins nettement souverainiste de l'électorat de cette formation politique que celui du PQ ou d'ON (Bastien et Bélanger, à paraître).

Au final, chez les étudiants, la grève a-t-elle pu changer quelque chose sur le plan électoral ? Pour mieux identifier les tendances, nous avons d'abord regrouper les formations politiques par pôle idéologique, avec le PLQ, l'ADQ (en 2008) et la CAQ (en 2012) à droite et le PQ, QS et ON (en 2012) à gauche. Cela correspond à leurs positions dans le débat sur les droits de scolarité (PLQ et CAQ appuyant une hausse, le PQ s'y opposant tout en prônant une indexation des droits de scolarité alors que QS et ON prônent la gratuité scolaire). Cette identification par pôle idéologique correspond aux classifications généralement utilisées pour

décrire la politique québécoise (voir, entre autres, Bélanger et Nadeau 2009, Pétry et Collette dans Pelletier 2012).

Tableau 3 - Distribution des appuis par pôle idéologique en 2012 chez les électeurs qui avaient voté en 2008 en fonction de la position sur la grève

	Position sur la grève		Vote en 2012 par pôle idéologique				
			PQ+QS+	Q	PLQ+CA	T	n=
<i>Vote en 2008 par pôle idéologique</i>	<i>Contre la grève</i>	ON					
		PQ+QS	79%		21%	0%	10 1117
		PLQ+ADQ	17%		83%	0%	10 704
		Total	41%		59%	0%	10 1821
	<i>Pour la grève</i>	ON	PQ+QS+	Q	PLQ+CA	T	n=
		PQ+QS	99%		1%	0%	10 378
		PLQ+ADQ	73%		27%	0%	10 2905
		Total	96%		4%	0%	10 3283
	<i>Pour et contre la grève</i>	ON	PQ+QS+	Q	PLQ+CA	T	n=
		PQ+QS	95%		5%	0%	10 1495
		PLQ+ADQ	31%		69%	0%	10 3609
		Total	76%		24%	0%	10 5104

Les opposants à la grève ont adopté des comportements similaires qu'ils aient voté à droite ou à gauche au scrutin de 2008 et de 2012 : une vaste majorité d'entre eux sont restés dans leur camp idéologique respectif. Chez les étudiants favorables à la grève, par contre, on remarque un phénomène différent. Seulement 28% de ceux qui ont affirmé avoir voté libéral ou ADQ en 2008 ont appuyé le PLQ ou la CAQ : 72% sont passés au PQ, à QS ou à ON. Par contre, 99% des électeurs du PQ ou de QS en 2008 qui ont appuyé le mouvement de grève sont restés à gauche du spectre politique québécois. Ces mouvements sur l'axe gauche-droite ont de quoi surprendre, Muxel (2001 : 130) soulignant la stabilité de la position sur l'axe gauche-droite du vote des jeunes Français. On voit toutefois au Tableau 4 que les mouvements entre partis politiques sont plus volatiles.

Tableau 4 - Distribution des appuis par parti politique en 2012 chez les électeurs qui avaient voté en 2008 en fonction de la position sur la grève

	Position sur la grève	Vote en 2012										
		S	N	C	P	LQ	P	AQ	C	Total	T	=
Vote en 2008	<i>Contre la grève</i>											
	QS	6,3%	1,6%	9,8%	2,7%	0,7%	00,0%	00				
	PQ	3,7%	3,3%	3,5%	3,6%	8,9%	00,0%	83				
	PLQ	1,1%	0,0%	1,2%	0,8%	4,9%	00,0%	21				
	ADQ	1,1%	0,2%	1,2%	1,5%	9,0%	00,0%	17				
	Total	1,1%	0,0%	1,2%	0,8%	4,9%	00,0%	00				
	<i>Pour la grève</i>											
	QS	2,1%	0,6%	9,6%	0,0%	0,8%	00,0%	40				
	PQ	1,4%	0,2%	6,6%	0,1%	0,8%	00,0%	860				
	PLQ	2,9%	0,6%	3,3%	5,8%	3,3%	00,0%	045				
	ADQ	1,7%	0,1%	5,7%	0,7%	1,7%	00,0%	38				
	Total	1,4%	0,2%	6,6%	0,1%	0,8%	00,0%	860				
	<i>Pour et contre la grève</i>											
	QS	9,4%	0,0%	0,7%	0,2%	0,8%	00,0%	140				
	PQ	6,0%	0,0%	8,2%	0,9%	0,9%	00,0%	443				
	PLQ	0,2%	0,8%	4,3%	1,3%	2,5%	00,0%	166				
	ADQ	1,5%	0,9%	0,7%	0,3%	4,5%	00,0%	55				
	Total	2,5%	0,2%	1,2%	0,9%	0,3%	00,0%	760				

Il y a de nombreux mouvements dans les votes de 2008 et de 2012. Si on analyse d'abord les étudiants opposés à la grève, on peut voir que les anciens électeurs de QS sont ceux qui sont restés le moins fidèles à leur vote de 2008, alors que les électeurs libéraux et péquistes de 2008 l'ont été le plus. Globalement, chez tous les électeurs opposés à la grève qui avaient voté en 2008, 16,5% ont opté pour une formation politique plus à gauche, 23,1% ont viré à droite alors que 60,5% ont réitéré leur choix⁴.

⁴ Le classement des partis sur l'axe droite-gauche suit celui de la boussole électorale : CAQ – PLQ – PQ – ON – QS.

Chez les électeurs favorables à la grève, on voit que les mouvements d'opinion sont d'une autre nature. Pour les électeurs péquistes de 2008, on peut parler d'un virage à gauche : 41% des électeurs péquistes de 2008 ont opté soit pour QS (31,1%), soit pour ON (10,25%). À l'inverse, les électeurs de QS de 2008 favorables à la grève sont restés nettement plus fidèles à leur formation politique, favorisant la formation politique dans une proportion de 72,3%. Un ancien électeur de QS sur 5 a toutefois opté pour le Parti québécois. Globalement, la grève semble avoir contribué à tirer plusieurs étudiants vers la gauche : 32% des étudiants ont choisi un parti plus à gauche alors que seulement 10,9% ont viré à droite et 50,9% sont restés stables. Chez ceux qui ont viré à droite, toutefois, 79,3% sont d'anciens électeurs de QS qui sont passés à ON ou au PQ.

En somme, on voit se dessiner les tendances générales du rôle de la grève. Les partisans de celle-ci ont appuyé en bonne partie des formations opposées à la hausse : les francophones ont surtout choisi le PQ et QS alors que les non-francophones ont opté pour QS. Les opposants ont divisé leurs votes entre le PQ, le PLQ et la CAQ, et principalement le PLQ chez les non-francophones. De plus, la grève semble avoir contribué à la polarisation politique, surtout chez les partisans de la grève, dont près du tiers ont choisi un parti plus à gauche qu'en 2008.

Au-delà du moment électoral, les 6 mois de conflit de la grève étudiante de 2012 a profondément influencé le rapport au politique des militants que nous avons rencontré en entrevue. Les deux sections suivantes reviennent sur cet aspect en mettant de l'avant, en premier lieu, les mouvements complexes qui se sont tissés entre les différentes formes d'action politique et deuxièmement, en analysant les conséquences de cet engagement militant sur le plan du rapport aux institutions (et en particulier l'institution policière) et plus globalement du rapport à la démocratie représentative.

Les nouveaux militants, les militants aguerris et les militants multi-positionnés : des liens multiples au politique

Pour certains des étudiants rencontrés, particulièrement les plus jeunes, l'expérience de la grève constitue leur premier engagement dans un conflit. Chez ceux-ci, le désir de s'engager était souvent présent, mais ce n'est qu'au cégep que l'opportunité de s'engager s'est présentée. Pour d'autres, déjà engagés, le moment de la grève constitue une période intensive et accélérée de l'apprentissage de lutte politique. Pour la plupart, c'est l'ensemble de leur vie qui s'organise autour du conflit. En cela, la période de la grève a créé un moment exceptionnel parce que durant une longue période (6 mois), les contraintes quotidiennes changent radicalement : ce ne sont plus les études (ou la combinaison études-travail) qui rythment la vie, mais les besoins de la mobilisation. Pour plusieurs l'implication a été quotidienne : participation à des manifestations (une ou plusieurs) ; participation très régulière aux assemblées générales locales, une activité qui vient avec des heures de discussion et de débats-. Pour les plus impliqués dans leur association locale, un travail de mobilisation, sensibilisation, diffusion quotidienne est également à l'agenda de chaque journée de grève.

Bien que notre échantillon ne soit pas représentatif de l'ensemble de la population étudiante (et ce n'était pas le but de ces entrevues), il nous permet d'avoir une idée plus précise des mouvements possibles entre les différentes formes d'action politique en situation de crise sociale.

Plusieurs trajectoires ressortent de l'analyse de ces entrevues et comme on le voit, il n'y a rien de mécanique dans les diversités possibles. Nous avons identifié 4 profils possibles.

Un profil plus axé sur l'action politique contestataire :

- Personne en processus d'engagement dans son association étudiante (quelques mois avant le conflit) de CÉGEP et crescendo dans le militantisme étudiant. Position forte contre les élections et poursuite de l'engagement vis-à-vis de la cause étudiante mais orphelin de lieu d'implication depuis son passage à l'Université.

- Engagement étudiant quelques mois avant le début du conflit ; très forte mobilisation durant le conflit (« ma maison, c'était mon école ») ; poursuite de l'engagement dans le café-étudiant du CÉGEP et difficulté à vivre à nouveau en situation hors-grève.

Un profil d'aller-retour entre engagement partisan et engagement contestataire :

- Engagement partisan antérieur à la grève et ponctuel au plan fédéral (au moment de la campagne électorale de 2011) ; mobilisation soutenue pendant la grève ; engagement durant la campagne électorale provinciale suite à une prise de conscience des liens existants entre les frais de scolarité, la revendication de gratuité scolaire et la question plus large de la marchandisation de l'éducation. Depuis, désengagement.

- Initiation à l'engagement durant la grève et prolongement de l'engagement dans la campagne électorale pour un parti qui a une chance de remplacer un député libéral, puis désengagement et déception face au parti au pouvoir.

- Engagement préalable et effet « Paladin » (comme dans les jeux de rôle) avec très forte implication dans un nouveau parti politique (jusqu'à être candidat aux dernières élections). Resserrement des liens avec les milieux militants antécédents

Un profil d'engagement protestataire qui se construit et qui se prolonge dans le vote :

- Initiation de l'engagement durant la grève et prolongement dans les élections (là, j'ai voté, avant j'avais toujours annulé mon vote) ; parce qu'il fallait vraiment changer de gouvernement et envoyer un message clair par rapport aux frais de scolarité.

Un profil d'engagement protestataire comme parcours d'insertion dans la société politique : le cas d'un immigrant, non résident-permanent (réfugiés politique) qui a appris à travers les mobilisations quels étaient les enjeux politiques et les acteurs politiques partisans et qui a également élargi sa compréhension du système politique québécois – « je me sens plus québécois aujourd'hui ». À noter, que cette personne était préalablement engagée dans son pays d'origine.

Ces divers profils d'individus, passant ou non de la contestation à l'implication électorale, et ce à divers degrés, se lient aussi à une question connexe, soit celle du rapport aux institutions et à la démocratie. Celui-ci s'est souvent vu transformé tout au long de la grève.

3) Le rapport aux institutions et à la démocratie

Pour une grande partie des personnes que nous avons rencontré, l'expérience du militantisme durant la grève de 2012 a profondément marqué leur trajectoire politique.

En effet, plusieurs évoquent la radicalisation de leur engagement et l'apparition d'émotions très puissantes qui ont nourri une implication supplémentaire. Ces éléments sont

évoqués en particulier par rapport aux relations de répression expérimentées avec les policiers, mais aussi par rapport à l'indifférence gouvernementale et à son refus de négocier. Alors que les étudiants étaient fortement impliqués dans une cause qu'ils considéraient juste, l'absence de considération et la répression ont généré de la rage, un sentiment d'injustice fort, et pour certains de la haine. Quelques-uns ont également évoqué leur sentiment de « culpabilité » au fait de ne pas participer à une manifestation ou une action : autant la pression des pairs que le contexte de crise sociale majeure les poussaient à poursuivre et même augmenter leur mobilisation. Pour d'autres, c'est la politisation croissante due à leur participation fréquente à des débats lors des assemblées générales locales qui a renforcé leur engagement et accru leur niveau de mobilisation. Pour tous, leur vision du monde et leur avis sur le monde ont été transformés.

Chez certains, l'expérience de la grève a eu pour effet d'accentuer une méfiance à l'endroit des partis politiques, accompagnée d'une plus grande acceptation des actions directes et les actions de désobéissance civile (parce qu'ils associaient ce type d'action à l'efficacité du mouvement étudiant, que ce soit sur le plan des stratégies ou sur le plan de l'analyse politique ; ou parce qu'ils comprenaient mieux les tenants et aboutissants de telles actions, les connaissaient mieux, voir les maîtrisaient) alors que pour d'autres, ce sont les effets inverses qui ont été notés : « j'ai vu qu'on pouvait faire bouger les choses », il faut donc poursuivre l'engagement dans les institutions, parce que le fait de manifester ne suffit pas.

Un des éléments qui pourrait expliquer cette différence dans l'impact de l'expérience de la grève sur le rapport au système politique démocratique (élections, partis politiques, médiation) est l'expérience directe ou indirecte de la répression policière.

L'expérience directe de la répression (arrestation lors d'une manifestation, matraquage, ou autres à des événements comme les manifestations de soir, la manifestation au moment du rassemblement pour le Grand Prix de Montréal, le Plan Nord, Victoriaville, le 15 mars, etc...) a tendance, dans les récits, à constituer une rupture dans la trajectoire militante. Dans certains cas, l'implication devient plus forte, plus intense et se radicalise : dans d'autres, l'implication se fait autrement pour éviter ce type d'affrontement, par exemple dans les assemblées générales, dans la mobilisation, voire dans les réseaux sociaux, plutôt que dans la participation à des manifestations.

Ces expériences tendent aussi à développer une méfiance, voir une défiance active vis-à-vis de l'institution policière. Pour certains, ceux pour qui cette expérience est soutenue par une analyse plus politique du rôle de la police, le lien avec l'État policier apparaît clairement:

Là quand ç'a commencé, à partir du 7 mars, ça c'est la première manif où y'a eu vraiment de la brutalité policière, c'est comme la pression a vraiment monté. Après y'a eu le 15 mars où y'a eu des encercllements de masse, euh ... pis ... moi c'est vraiment ma première ... première expérience de brutalité policière. Je l'ai vécue à la manif du COBP. Pis j'ai comme, c'est à partir de ce moment là qu'il y a eu un déclic où est-ce que je me suis rendu compte qu'on était dans un état policier. (Entrevue avec une militante, mars 2013).

Ces militants vont généralement garder une plus grande distance face aux partis politiques. Pour autant, certains de ces militants, particulièrement en réaction à la société dans laquelle ils vivent et en réaction face aux institutions qui les encadrent, ont tout de même choisi de voter le 4 septembre (principalement pour QS). Autrement dit, même pour des personnes opposées au système économique et politique en place, l'abstention n'est pas un passage obligé. Dans un cas,

jusqu'au dernier moment (le jour même des élections), la personne a hésité (entre le fait de voter et de ne pas voter).

S'il n'y a rien de mécanique dans les parcours que nous avons vu, on peut détecter des récurrences. L'élection prend des sens divers, mais est toujours un moment important : soit comme le moment où la grève se conclut et la décision va se prendre, le lieu où le pouvoir politique s'exerce au final et où il faut s'impliquer, soit un moment où, au contraire, la grève échoue à atteindre son apogée. D'autre part, on peut voir aussi des réactions diversifiées à des événements marquants : chez la plupart de nos participants, les événements de brutalité policière marquent un point tournant de leur expérience militante, mais les conséquences sur les trajectoires et les comportements sont diversifiées.

Conclusion : les frontières du politique redessinées

Au final, le mouvement étudiant du printemps 2012 a constitué un moment politique complexe. Faisant exister un conflit social d'envergure, il aura très certainement marqué une génération de militants.

Le mouvement social qui a existé dans l'espace public entre février et septembre 2012 a redessiné pour un temps, les frontières du politique. Pour les organisations (partisanes et les groupes étudiants), il a constitué un test d'élasticité : jusqu'où peut-on aller comme parti politique ? Jusqu'où peut-on aller comme coalition ? En situation de crise sociale majeure, qui sont nos amis et nos ennemis ? Quelles sont les actions politiques les plus appropriées ? Pour les individus-électeurs, ce mouvement social a pesé sur les choix électoraux, même si la relation est complexe et non-linéaire. Finalement, pour les militants, ces 6 mois de conflit intense ont constitué un moment fort des trajectoires individuels, redessinant parfois un profil militant plus éloigné des institutions mais aussi parfois, au moins temporairement, plus engagé dans l'arène électorale. Dans tous les cas, les jeunes étudiants militants ont « fait le politique » pendant quelques mois.

Reste à voir quelle sera la traduction à plus long terme de ces changements temporaires. Que retiendrons-nous du printemps 2012 ?

Bibliographie

Articles scientifiques et monographies

Auyero, Javier. 2005. « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/5 : 160.

Baril, Philippe. 2005. *La grève de 2005 : Compte-rendu et recommandations*. Longueuil : AGECEM.

Bayat, Asef. 1997. *Street Politics. Poor people's movements in Iran*. New York : Columbia University Press.

Bélaïr-Cirino, Marco. 24 mai 2012. « Grand tintamarre contre la loi 78 - Les casseroles s'en mêlent ». *Le Devoir*.

Bernstein, Robert, Anita Chdha et Robert Montjoy. 2001. « Overreporting voting : why it happens and why it happens ». *Public Opinion Quarterly*, 65(1), 22-44

Bélangier, Éric et Richard Nadeau. *Le comportement électoral des Québécois*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Brunelle, Christian, Louis-Philippe Lampron et Myriam Roussel. 2012. « La liberté d'expression en contexte de crise : le cas de la grève étudiante ». *Les Cahiers de droit*. 53 (4) : 831-859

Chouinard, Tommy. 29 mars 2012. « Line Beauchamp ouverte à la discussion ... à une condition ». *La Presse*. <http://www.lapresse.ca/actualites/education/201203/29/01-4510492-line-beauchamp-ouverte-a-la-discussion-a-une-condition.php>

Chouinard, Tommy. 7 mai 2012. « DÉNOUEMENT DE CRISE ? Aux assemblées de trancher - L'entente entre les représentants des étudiants et le gouvernement soumise au vote cette semaine ». *La Presse*, p. A2.

CROP. Février 2013. *Le sommet sur l'enseignement supérieur*. Montréal : CROP. <http://www.lapresse.ca/fichiers/4625012/Sommet%20sur%20lenseignement%20superieur%20-%20Fevrier%202013.pdf> [Consultée le 23 mai 2013]

Drouilly, Pierre. « La structure des appuis aux partis politiques québécois, 1998-2008 ». Dans Réjean Pelletier, dir. 2012. *Les partis politiques québécois dans la tourmente*. Québec : Presses de l'Université Laval.

FCBEM. 2009. *Le prix du savoir : l'accès à l'éducation et la situation financière des étudiants au Canada*. Montréal : Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire.

FECQ et FEUQ. 2012. *Faire la différence : Plateforme de revendications, élections québécois de 2012*. Montréal : FECQ et FEUQ.

Fillieule, Olivier et Danielle Tartakowsky, dir. 2008. *La manifestation*. Paris : Presses de science po.

Fillieule, O. (2010). Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action. Dans Éric Agrikoliansky, Isabelle Sommier et Olivier Fillieule (dir.), *Penser les mouvements sociaux* (pp. 77-99). Paris, France : La Découverte.

Kriesi, Hanspeter *et al.* (1995). *New Social Movements in Western Europe: A Comparative Analysis*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Influence Communication. 2013. « *État de la nouvelle : Bilan 2012*. Montréal : Influence Communication.

Jasper, J. 1997. *The Arts of Moral Protest*. Chicago : University of Chicago Press.

Karp, Jeffrey A. et David Brockington. 2005. « Social Desirability and Response Validity: A Comparative Analysis of Overreporting Voter Turnout in Five Countries ». *The Journal of Politics*. 67 (3) : 825-840.

Kitschelt. (1989), *The Logics of Party Formation: Ecological Politics in Belgium and West Germany*, Ithaca NY, Cornell University Press.

Lacoursière, Benoît. 2007. *Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006*. Montréal : Sabotard.

Léger Marketing. 21 mai 2012. *La loi qui divise*. Léger Marketing et Agence QMI.

Léger Marketing. 17 août 2012. *Élections Québec 2012 : sondage électoral*

Léger Marketing. 2013. *Intentions de vote provincial au Québec*. Montréal : Léger Marketing.

Luck, Simon. 2008. « Entre contestation et participation : l'ambiguïté du rapport au vote des activistes de la gauche libertaire ». *Revue française de science politique*. 58(2008/2): 231-56

McPhail, Clark et John D. McCarth. 2005. «Protest Mobilization, Protest Repression, and Their Interaction.» Dans C. Davenport, H. Johnston et C. Mueller, dir. *Repression and mobilization*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 3-32.

Millette, Josianne. 2011. *Relations publiques et contestation : étude du cas de la grève menée par les étudiants québécois en 2005*. Mémoire de maîtrise. UQAM : département de communication.

Miragliotta, Narelle. 2012. From local to national : Explaining the formation of the Australian green Party, *Party Politics*, vol. 18, n.3 : 409-425.

Services Québec. 2013. « Accréditation des associations étudiantes ». Québec : Ministère de l'éducation du loisir et du sport. <http://www4.gouv.qc.ca/fr/Portail/citoyens/programme-service/Pages/Info.aspx?sqctype=sujet&sqcid=542#> [consultée le 22 mai 2013]

Schussman, Alan et Sarah A. Soule. 2005. « Process and protest : Accounting for individual protest participation ». *Social Forces*. 84 (2) : 1083-1108.

Siméant, Joanna. *La cause des sans-papiers*. Paris : Presses de sciences po.

Taylor, J. 2007. « Les tactiques féministes confrontées aux tirs amis dans le mouvement des femmes en Irlande », *Politix*, 78 : 65-86.

Van Aelst, Peter et Stefaan Walgrave. 2001. « Who is that (wo)man of the street ? From the normalisation of the protest to the normalisation of protesters ». *European Journal of Political Science Research*. 39 : 461-486.

Warren, Jean-Philippe. 2008. *Une douche anarchie. Les années 68 au Québec*. Montréal : Boréal.

Zaller, John R. 1992. *The Nature and Origins of Mass Opinion*. New York: Cambridge University Press.

Articles de journaux

Allard, Marc. 17 avril 2012. « Commission sur la gestion des universités: la CLASSE n'est toujours pas invitée ». *La Presse*.

Bélair-Cirino, Marco. 23 avril 2012. « La CLASSE condamne la violence à demi-mot. La ministre Beauchamp n'a pas fait connaître sa réponse aux demandes des étudiants ». *Le Devoir*. P. A3

Breton, Pascale et Tommy Chouinard. 25 avril 2012. « La CLASSE exclue, la guerre de mots continue ». *La Presse*.

Drouin, Simon. 3 mai 2012. « Droits de scolarité : Marois prône l'indexation ». *Le Soleil*. p. 9

Gervais, Lisa-Marie. 7 décembre 2010. « Universités : Rupture à Québec ». *Le Devoir*.

Lessard, Denis, 19 mai 2012. « Sondage CROP-La Presse: les Québécois en faveur de la ligne dure ». *La Presse*.

Presse Canadienne. 12 mars 2005. « Le ministre Fournier négocierait bientôt avec les étudiants ». *Le Soleil*. p. A8

Presse canadienne. 22 mars 2012. « Marée étudiante dans les rues de Montréal ». *Le Devoir*. <http://www.ledevoir.com/societe/education/345676/journee-de-grande-manifestation-etudiante-une-premiere-action-cible-le-port-de-montreal>

Presse canadienne. 31 mai 2012. « Chronologie du conflit étudiant au Québec ». *Métro*. <http://journalmetro.com/dossiers/conflit-etudiant/82780/chronologie-du-conflit-etudiant-au-quebec-3/>

Radio-Canada. 4 avril 2012. « Université Laval : Laurent Proulx obtient gain de cause et retourne en classe ». <http://www.radio-canada.ca/regions/Quebec/2012/04/03/009-laurent-proulx-comite-accueil-cours-universite-laval.shtml> [Consultée le 23 mai 2013]

Radio-Canada. 25 mai 2012. « Sondage CROP/Radio-Canada : la loi spéciale n'est pas la solution ». <http://www.radio-canada.ca/sujet/droits-scolarité/2012/05/25/001-sondage-crop-crise-etudiante.shtml> [Consultée le 23 mai 2013]

Documents officiels

Gouvernement du Québec. 5 avril 2013. « Un nouveau régime de remboursement des prêts proportionnel au revenu et une aide financière bonifiée pour assurer l'accessibilité aux études ». <http://communiqués.gouv.qc.ca/gouvqc/communiqués/GPQF/Avril2012/05/c3558.html>

Gouvernement du Québec. 25 avril 2013. « Hausse des droits de scolarité - Une solution globale pour l'accessibilité aux études universitaires ». <http://www.mels.gouv.qc.ca/ministere/info/index.asp?page=communiqués&id=1401>

Ministère des Finances. 2010. *Discours sur le budget 2010-2011*. Québec : Ministère des finances.

Ministère des Finances. 2011. *Discours sur le budget 2011-2012*. Québec : Ministère des finances.